

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES
RELATIVE À L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN SEPTEMBRE 2009**

Novembre, 2009

SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i>	3
<i>CONTEXTE GENERAL</i>	3
<i>I- REALISATION DES RESSOURCES</i>	4
I.1 - Ressources budgétaires	5
I.2 - Ressources de trésorerie	6
<i>II- EXECUTION DES DEPENSES</i>	7
II.1 - Situation des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution	7
II.2 - Structure des dépenses budgétaires par grands postes	10
II.3 - Dépenses de trésorerie	14
<i>III- ANALYSE DES DEPENSES PAR GRANDES FONCTIONS</i>	15
<i>IV- ANALYSE DES DEPENSES PRO PAUVRES</i>	16
<i>V- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES</i>	19
V.1 - Mandats mis en règlement	19
V.2 - Avances non régularisées	19
V.3 - Opérations de trésorerie	20
<i>CONCLUSION</i>	21

INTRODUCTION

L'objet de la présente communication est de faire le point de l'exécution du budget 2009, au cours des neuf premiers mois de l'année.

Mais avant d'analyser les réalisations de ressources et l'exécution des dépenses, cette communication situe le contexte socio-politique et économique qui a soutenu les activités de la période concernée.

En outre, elle retrace les paiements opérés et fait un point particulier sur l'exécution des dépenses pro-pauvres et la mise en œuvre des mesures budgétaires contenues dans le programme économique et financier.

CONTEXTE GENERAL

L'exécution du budget au cours des trois premiers trimestres de l'année 2009 s'est effectuée dans un environnement propice soutenu par les avancées dans le processus de rétablissement de la paix et l'appui des partenaires au développement.

En effet, la signature de l'accord préliminaire de restructuration de la dette du Club de Londres et l'allocation exceptionnelle de ressources au titre des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI) intervenues au cours du troisième trimestre, consolident la coopération financière internationale engagée depuis 2007 à travers le Programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflict (AUPC).

La gestion budgétaire des neuf premiers mois qui a bénéficié de ces atouts, s'inscrit dans la poursuite des objectifs globaux de l'année qui sont notamment la mise en œuvre satisfaisante du programme économique et financier durant la première année et le renforcement des actions de lutte contre la pauvreté.

Ces objectifs sont en rapport avec ceux de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE dans les plus brefs délais.

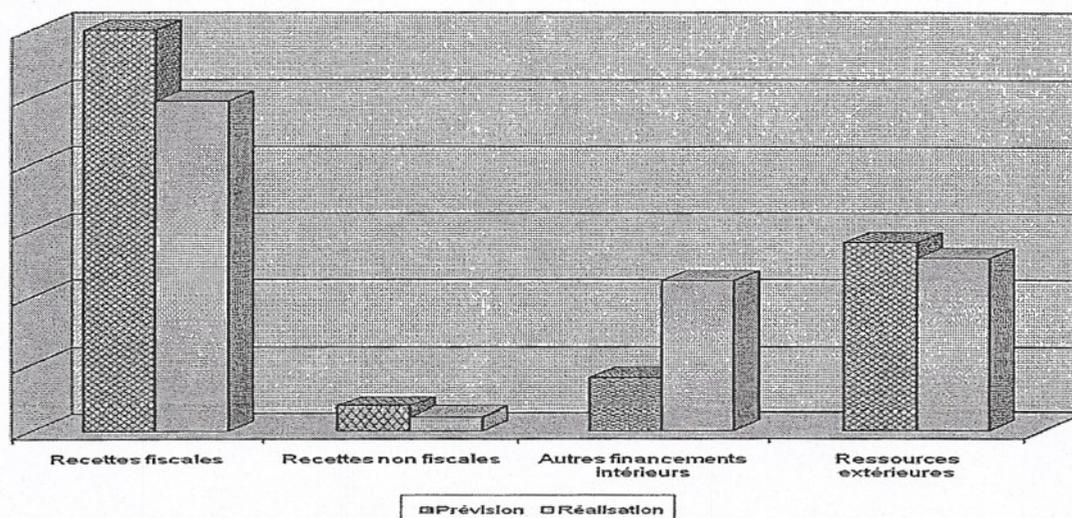
I- REALISATION DES RESSOURCES

A fin septembre 2009, les réalisations de ressources s'établissent globalement à 2 566 milliards contre un objectif de 2 153 milliards, soit un surplus de 413 milliards. Par rapport à leur niveau de juin, ces ressources enregistrent une hausse de 668,4 milliards imputable essentiellement aux performances de la mobilisation des emprunts sur les marchés financiers et des recettes de trésorerie. Ces réalisations comprennent 1794,9 milliards de ressources budgétaires et 771,1 milliards de ressources de trésorerie intégrant 172,2 milliards d'allocation de DTS.

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin juin		Fin septembre	
		Réalisation	Objectif	Réalisation	
Ressources budgétaires	2 529,5	1 126,5	1 782,5	1 794,9	
Ressources intérieures	1 994,7	892,0	1 413,5	1 550,5	
Recettes fiscales	1 750,7	859,6	1 251,5	1 239,0	
Recettes non fiscales	84,0	18,4	72,0	41,0	
Emissions titres publics	160,0	14,0	90,0	270,6	
Ressources extérieures	534,8	234,5	369,0	244,4	
Contrepartie échéances rééchelonnées	242,4	73,5	186,4	43,4	
Appuis budgétaires	240,7	135,5	156,3	138,4	
Dons-programme sortie de crise	32,7	6,0	23,0	8,9	
Autres Appuis budgétaires	208,0	129,5	133,3	129,5	
Dons et emprunts projets	51,8	25,5	26,3	62,6	
Opérations de trésorerie	330,3	534,6	370,5	771,1	
TVA secteur électricité	10,0	8,1	7,5	13,0	
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	50,0	10,1	33,3	20,3	
Prélèvement excédent pétrolier SIR	8,0	11,3	6,4	11,3	
Divers emprunts et crédits relais	7,0	242,2	68,0	291,3	
Avoirs sur grands travaux d'investissement	15,6	15,0	15,6	15,0	
Don BAD apurement arriérés (ressources extérieures)	171,4	183,9	171,4	183,9	
Don de la BAD pour les reformes économiques et financières	68,3	64,0	68,3	64,0	
Allocations de Droit de Tirage Spéciaux (DTS)				172,2	
Total Ressources	2 859,8	1 661,1	2 153,0	2 566,0	

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTC/DGE

I.1 - Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de 1 794,9 milliards pour une prévision de 1 782,5 milliards, soit une plus de valeur de 12,4 milliards. Ces ressources sont en hausse de 688,4 milliards par rapport aux réalisations à fin juin. Ces mobilisations se décomposent en ressources intérieures pour 86,4% et en ressources extérieures à hauteur de 13,6%.

I.1-1 Les ressources intérieures

Recouvrées à hauteur de 1 550,5 milliards à fin septembre, les ressources intérieures connaissent une évolution de 658,5 milliards par rapport au niveau de juin. Au regard des prévisions, elles enregistrent une plus value de 137 milliards principalement liée aux emprunts collectés sur les marchés monétaire et financier, qui masque des évolutions contrastées au niveau des recettes fiscales et non fiscales.

➤ Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 1 239 milliards avec un flux de 379,3 milliards au cours du troisième trimestre. Par rapport aux prévisions de 1 251,5 milliards, ces recettes accusent une moins value de 12,6 milliards imputable essentiellement à la contreperformance des taxes à l'importation que la bonne tenue de la fiscalité intérieure et des taxes à l'exportation n'a pu résorber.

En effet, au titre de la fiscalité intérieure, 740,8 milliards ont été recouverts contre 670,8 milliards prévus, soit une plus value de 70 milliards. Cette plus value intègre 39,7 milliards d'arriérés d'impôts collectés à la faveur des opérations de compensation entre l'Etat et les sociétés concessionnaires des services de distribution d'eau, d'électricité et de téléphone.

Hors ces arriérés d'impôts, les plus values issues de la fiscalité intérieure sont principalement liées aux droits d'enregistrement sur le café et le cacao exportés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçue en régime intérieur qui confortent les performances affichées depuis le premier trimestre, en enregistrant des plus values respectives de 49 milliards et de 28,5 milliards.

En outre, la Contribution pour la Reconstruction Nationale (CRN) enregistre à fin septembre une plus value de 4,6 milliards liée, notamment au recouvrement des arriérés.

Par ailleurs, les droits d'enregistrement et de timbre continuent de profiter du relèvement des cours du cacao en 2009, en enregistrant une plus value de 44,1 milliards.

Les taxes à l'exportation enregistrent également une plus value de 12 milliards pour se situer à 137,8 milliards contre 125,8 milliards prévus à fin septembre. Par rapport au niveau de réalisation de fin juin, ces recouvrements enregistrent une hausse de 27,8 milliards qui s'explique essentiellement par l'accroissement des volumes exportés.

Tous ces gains n'ont cependant pas compensé les manques à gagner accusés sur les droits et taxes à l'importation qui se sont aggravés au troisième trimestre eu égard aux difficultés liées à l'adaptation au nouveau système automatique de dédouanement des marchandises. Des dispositions sont en cours pour aplanir ces difficultés.

Parallèlement, pour améliorer le recouvrement de ces recettes, d'autres mesures sont prises, en vue de conduire une action efficace de lutte contre la fraude. Il s'agit, notamment, de la création d'une direction de l'analyse des risques, du renseignement et de la valeur, et de l'opérationnalisation de la gestion du transit international par les bureaux frontaliers où les services ont effectivement été redéployés.

➤ **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont réalisées à concurrence de 41 milliards dont 22,5 milliards recouverts au cours du troisième trimestre. Ces recouvrements accusent une moins value de 31,1 milliards par rapport aux prévisions de 72 milliards fixés à fin septembre 2009. Ce résultat s'explique principalement par :

- la non mobilisation de 30 milliards de dividendes attendus de PETROCI à fin septembre ;
- et le recouvrement à hauteur de 5,1 milliards contre 10 milliards attendus des ressources affectées au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR).

Toutefois, de meilleurs recouvrements sont enregistrés au niveau de la collecte des dividendes versés par d'autres sociétés pour un montant de 7,9 milliards. De même, les revenus du domaine qui bénéficient de l'accroissement de la production dans le secteur minier, s'établissent à 6,3 milliards contre un objectif de 4,7 milliards.

➤ **Les émissions de titres d'Etat**

A fin septembre, la mobilisation des emprunts obligataires se situe à 107,3 milliards sur des prévisions de 90 milliards. Parallèlement, il a été collecté 90,4 milliards au titre des bons du Trésor et 72,9 milliards sur les émissions d'obligations du Trésor. Au total, les opérations d'émission de titres d'Etat sur les marchés monétaire et financier ont rapporté 270,6 milliards.

I.1-2 Les ressources extérieures

Les ressources extérieures ont connu un accroissement de 9,9 milliards au cours du troisième trimestre pour se situer globalement à 244,4 milliards dont 43,4 milliards liés aux échéances rééchelonnées du Club de Paris. Hors ces recettes liées aux échéances rééchelonnées, la mobilisation des concours financiers extérieurs se situe à hauteur de 201 milliards contre 182,6 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 110%.

Ces ressources comprennent 138,4 milliards d'appuis budgétaires obtenus du Fonds Monétaire International pour 57,6 milliards et de la Banque Mondiale pour 71,9 milliards depuis le deuxième trimestre. Elles intègrent également le financement extérieur des projets à hauteur de 62,6 milliards contre 26,3 milliards prévus, soit un excédent de 36,3 milliards lié essentiellement au regain de performance des projets. Quant au financement extérieur des actions de sortie de crise, il affiche un taux de mobilisation de 38,7% par rapport à l'objectif à fin septembre, avec un niveau de 8,9 milliards.

I.2 - Ressources de trésorerie

Les recettes de trésorerie, d'un montant de 771,1 milliards, font ressortir un excédent de 400,6 milliards provenant essentiellement des émissions de bons du Trésor par adjudication à moins d'un an. Par rapport à la réalisation à fin juin, ces recettes connaissent une hausse de 236,4 milliards dont 172,2 milliards d'allocations de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) par le FMI.

Ces ressources de trésorerie sont constituées de :

- ✓ 291,3 milliards de divers emprunts et crédits relais comprenant principalement 195,9 milliards de bons du Trésor à moins d'un an et 54,8 milliards de crédits relais infra-annuels ;
- ✓ 247,9 milliards de dons de la Banque Africaine de Développement (BAD) dont 183,9 milliards consacrés à l'apurement des arriérés et 64 milliards destinés au financement des réformes économiques et financières ;

- ✓ 20,3 milliards de recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA sur un encours à fin septembre de 33,3 milliards. Le niveau de remboursement devrait s'améliorer afin de maintenir l'encours de crédits de TVA à moins de 10 milliards, conformément à l'objectif fixé dans le programme. Un plan d'apurement a été adopté à cet effet pour le dernier trimestre de l'année ;
- ✓ 15,0 milliards correspondant aux avoirs au titre des avances consenties en 2008 sur les grands travaux d'investissement ;
- ✓ 13 milliards de reversement de TVA au secteur électricité ;
- ✓ 11,3 milliards de prélèvement au titre de l'excédent tarifaire SIR sur les prix des produits pétroliers à la pompe. Ce montant intègre 10,6 milliards de prélèvements destinés au remboursement de la dette SIR et au règlement du carburant fourni aux Forces de Défense et de Sécurité par la SIR ;
- ✓ 172,2 milliards de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) dont a bénéficié la Côte d'Ivoire auprès du Fonds monétaire international.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Prévues à 1 988,3 milliards à fin septembre, les dépenses ont été exécutées globalement à hauteur de 2 332,6 milliards. Elles comprennent 1 811,9 milliards de dépenses budgétaires et 520,8 milliards de dépenses de trésorerie. Par rapport aux objectifs, ces réalisations sont en dépassement de 344,4 milliards, expliqué essentiellement par les dépenses de trésorerie qui enregistrent 396,1 milliards de plus que prévus.

II.1 - Situation des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution

Les dépenses budgétaires prévues à 1 863,6 milliards à fin septembre ont été exécutées à hauteur de 1 811,9 milliards, soit un taux d'exécution 97,2%.

Ces dépenses ont été exécutées à 76% à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP), à 4,5% par le biais des avances de trésorerie non régularisées et à 19,5% par les opérations de trésorerie adossées à des crédits budgétaires.

Tableau 2 : Etat de réalisation des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution

Données en milliards de francs CF)

NATURES DES DEPENSES	Exécution fin septembre 2009				Total
	Collectif budgétaire	Exécution SIGFIP (mandats visés CF) (hors remb. TVA Club de Londres)	Avances non régularisées du Trésor	Opérations de trésorerie avec supports budgétaires	
Dette publique	821,9	235,6		257,6	493,2
Dette intérieure	420,9	75,4		241,1	316,5
Dette extérieure	401,0	160,2		16,6	176,7
Dépenses ordinaires	1 276,6	891,9	36,7	80,9	1 009,5
Personnel	745,0	500,5	10,2	49,6	560,4
Abonnement	40,8	50,0			50,0
<i>dont Régularisation passifs par compensation</i>		25,1			25,1
Autres dépenses ordinaires (hors dépenses liées à la crise)	490,8	341,3	26,5	31,3	399,1
<i>dont Subventions et transferts (hors subvention FER)</i>	169,7	135,4		25,9	161,3
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	295,6	180,5	38,7	5,4	212,4
Dépenses de sortie de crise	148,6	45,0	42,8	8,9	96,7
Dépenses d'investissement (hors dépenses liées à la crise)	282,5	205,2	2,2	5,1	212,5
Financement intérieur (hors CNPS et CGRAE)	230,7	142,7	2,2	5,1	149,9
<i>dont Investissement FIMR</i>	10,0			5,1	5,1
Financement extérieur	51,8	62,6			62,6
TOTAL DEPENSES	2 529,5	1 377,7	81,7	352,5	1 811,9

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Les dépenses exécutées dans le SIGFIP (hors remboursement des crédits de TVA) se chiffrent à 1 377,7 milliards comprenant :

- ✓ les charges de la dette publique pour 235,6 milliards ;
- ✓ les dépenses de personnel pour 500,5 milliards ;
- ✓ les dépenses d'abonnement d'eau, d'électricité et de téléphone à hauteur de 50 milliards dont 25,1 milliards au titre des régularisations des passifs sur les consommations de 2008 et antérieurs;
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services pour 180,5 milliards ;
- ✓ les subventions et transferts pour 135,4 milliards ;
- ✓ les dépenses liées aux actions de sortie de crise pour 45 milliards ;
- ✓ la couverture d'une partie du déficit de la CGRAE pour 25,5 milliards ;
- ✓ et les dépenses d'investissement pour 205,2 milliards.

Les avances non régularisées se chiffrent à 81,7 milliards et portent notamment sur les dépenses de personnel pour 10,2 milliards et les dépenses de sortie de crise pour 42,8 milliards. Ces avances comprennent également 36,7 milliards de dépenses de fonctionnement.

Au titre **du critère lié aux avances** (hors dépenses réalisées sur ressources extérieures, dépenses de personnel, régies d'avances et services de la dette), leur niveau à fin septembre se situe à 29,4 milliards pour un plafond fixé à 50 milliards dans le programme.

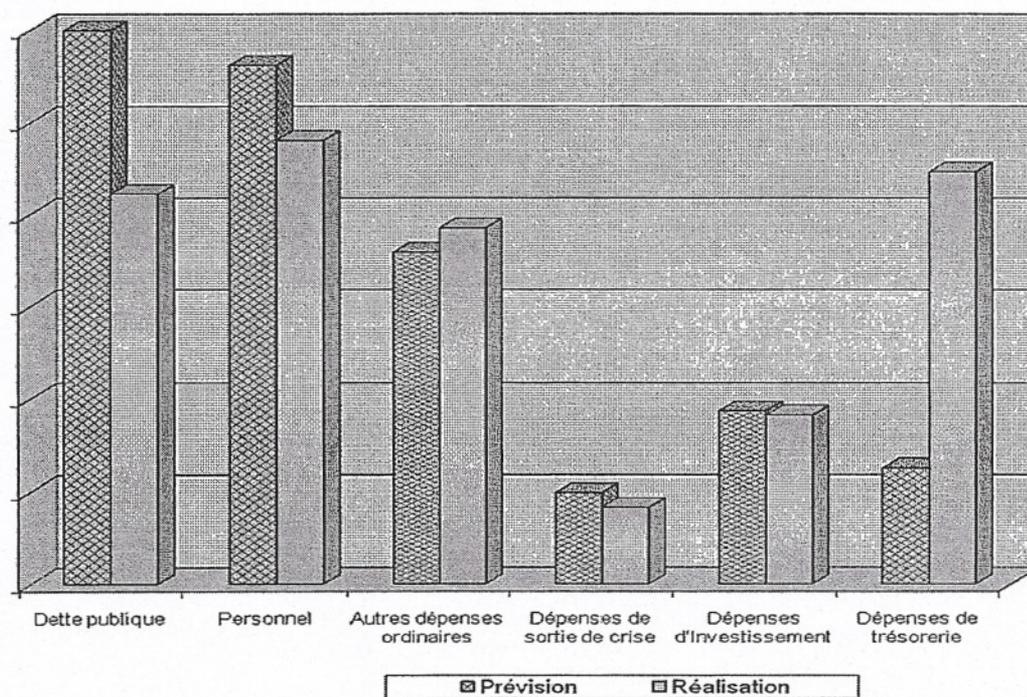
Les opérations de trésorerie adossées à des crédits budgétaires et non encore retracées dans le SIGFiP se chiffrent à 352,5 milliards et concernent :

- ✓ les règlements de la dette publique non encore ordonnancés pour un montant de 257,6 milliards ;
- ✓ les charges de personnel pour 49,6 milliards correspondant aux cotisations sociales et aux divers prélèvements sur salaires ;
- ✓ le dépassement de 25,9 milliards enregistré sur la subvention allouée au secteur électricité ;
- ✓ le financement extérieur des actions de sortie de crise pour 8,9 milliards ;
- ✓ les dépenses d'investissement financées sur le FIMR pour un montant de 5,1 milliards;
- ✓ et la fourniture de carburant aux Forces de Défense et de Sécurité par la SIR, pour un montant de 5,4 milliards.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin septembre		
		Fin juin Réalisation	Objectif Réalisation	
Dépenses Budgétaires	2 529,5	1 094,8	1 863,6	1 811,9
Dette publique	821,9	270,2	664,2	493,2
Dette intérieure	420,9	104,4	352,6	316,5
Dette extérieure	401,0	165,7	311,6	176,7
Dépenses ordinaires	1 276,6	665,8	915,6	1 009,5
Personnel	745,0	388,0	558,8	560,4
Abonnement	40,8	45,3	26,7	50,0
Autres dépenses de fonctionnement	490,8	232,4	330,1	399,1
Dépenses de sortie de crise	148,6	58,5	98,1	96,7
Dépenses Trésor	115,9	52,5	75,1	87,8
Dépenses Bailleurs	32,7	6,0	23,0	8,9
Dépenses d'investissement	282,5	100,4	185,7	212,5
Investissement Trésor	230,7	74,9	159,4	149,9
Prêts et dons projets	51,8	25,5	26,3	62,6
Opérations de trésorerie	170,7	273,2	124,7	520,8
Remboursement divers emprunts	56,2	226,9	35,5	436,1
Remboursement de crédits de TVA	50,0	10,1	33,3	20,3
Déficit CGRAE/ Déficit CNCE	41,5	22,3	42,0	32,6
Reversement de TVA au secteur électricité	10,0	6,2	5,8	10,6
Transferts au Fonds d'Entretien Routier	13,0	6,2	8,1	8,8
Construction du 3è pont		1,7		6,5
Prise de participations au capital de la BFA				6,0
TOTAL DEPENSES	2 700,3	1 368,1	1 988,3	2 332,6

Graphique 2 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTCP/DGE

II.2 - Structure des dépenses budgétaires par grands postes

Cette section présente la situation d'exécution du service de la dette publique, des dépenses de personnel, d'abonnement, de fonctionnement des services, d'investissement et des actions de sortie de crise.

II.2.1 Le service de la dette publique

Le service de la dette publique exécuté à hauteur de 493,2 milliards dont 43,4 milliards d'échéances rééchelonnées. Hors rééchelonnement, ce niveau d'exécution se situe à 449,8 milliards intégrant 355,1 milliards de règlements effectifs et 94,7 milliards d'ordonnancements n'ayant pas encore fait l'objet de paiement.

Le **service de la dette intérieure** a été exécuté à 316,5 milliards dont 269,7 milliards effectivement réglés. Les règlements ont été effectués principalement au profit des souscripteurs des emprunts obligataires à hauteur de 96,6 milliards et ceux des bons du Trésor (septembre 2007-septembre 2009 et décembre 2008-juin 2009) pour 143,1 milliards. Ces paiements intègrent également les échéances de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne au titre de la consolidation des créances pour 3 milliards et le remboursement fait en faveur de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) à hauteur de 17,6 milliards.

A ces paiements, s'ajoutent 46,8 milliards d'ordonnement non encore réglés dont 17 milliards pour les échéances de la BCEAO. Ces ordonnancements prennent également en compte les échéances d'octobre 2009 des emprunts obligataires (2006-2009 au taux de 6,5%) pour un montant de 25,2 milliards.

Le **service de la dette extérieure** exécuté à hauteur de 176,7 milliards pour des prévisions de 311,6 milliards, a été effectivement réglé à hauteur de 85,4 milliards dont 60,9 milliards se rapportent aux échéances du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Ces paiements de la dette extérieure intègrent aussi 12,7 milliards en faveur du Club de Paris, correspondant à l'échéance de septembre 2009 en application de l'accord conclu en mai 2009. Ces règlements intègrent également 31,2 milliards au profit de la Banque Mondiale.

Les ordonnancements de la dette extérieure non réglés se chiffrent à 90,9 milliards intégrant 15 milliards d'échéances différées et 28,4 milliards d'échéances rééchelonnées du Club de Paris suite aux accords sus-cités, 31,2 milliards de la Standard London, 6 milliards de la Banque Mondiale et 4,8 milliards d'échéances se rapportant au reversement des prélèvements communautaires au profit de l'UEMOA.

Concernant les échéances des créanciers privés, l'accord préliminaire du 28 septembre 2009 à Paris, prévoit une annulation du stock de la dette à hauteur de 20% et le rééchelonnement des 80% restants, sur 23 ans dont 6 ans de différé. La totalité des échéances 2009 de ces créanciers est prise en compte dans les annulations. Le montant ordonnancé de ces échéances se chiffre à 42 milliards à fin septembre.

Par ailleurs, le Gouvernement a déployé des efforts pour réduire ses arriérés intérieurs et extérieurs à hauteur de 457,1 milliards.

Au titre des arriérés intérieurs les efforts de règlement se sont situés à 180,5 milliards dont 3,5 milliards au profit du secteur bancaire et 177 milliards au profit du secteur non bancaire comprenant 173 milliards en faveur des fournisseurs de l'Etat.

Au niveau des arriérés extérieurs, la réduction a porté sur 276,8 milliards dont 269,2 milliards au profit de la BAD financés à hauteur de 183,9 milliards sur un don de ladite institution.

Au total, à fin septembre, le montant global des paiements effectués au profit des créanciers de l'Etat s'élève à 812,2 milliards dont 355,1 milliards sur les échéances et 457,1 milliards sur les arriérés.

II.2.2 Les dépenses de personnel

Les charges de personnel ont été exécutées à hauteur de 560,4 milliards contre des prévisions de 558,8 milliards fixées fin à septembre.

Le dépassement qui en résulte s'explique essentiellement par la prise en compte des mesures nouvelles non prévues initialement pour un coût à fin septembre de 1,5 milliards. Il s'agit de :

- ✓ l'instauration d'un régime indemnitaire particulier pour les agents de douanes depuis fin juillet 2009 : 385 millions ;
- ✓ le versement d'un mois de salaires aux enseignants suspendus en 2007 pour cause de grève : 853 millions ;
- ✓ la prise en charge de la solde des nouveaux sous-préfets depuis fin juin 2009 : 137 millions ;
- ✓ le paiement du changement de situation administrative des magistrats depuis fin juillet 2009 : 70 millions ;
- ✓ et l'instauration d'une indemnité de chef de projet informatique pour les ingénieurs informaticiens, ayant rang de chef de projet depuis fin juin 2009 : 11 millions.

II.2.3 Les dépenses d'abonnement

Les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone au titre de la gestion courante se sont chiffrées à 24,9 milliards à fin septembre contre 17,3 milliards prévus. Elles comprennent 15,1 milliards au titre des frais d'abonnement et de consommation d'électricité, 4,8 milliards pour l'eau et 5 milliards pour le téléphone.

Au terme du troisième trimestre, 18 milliards de ces dépenses ont fait l'objet de paiement dans le cadre d'échange d'effets entre l'Etat de Côte d'Ivoire et les concessionnaires de l'électricité et du téléphone pour respectivement 13,9 milliards et 4,1 milliards.

II.2.4 Les autres dépenses ordinaires

Les autres dépenses de fonctionnement (hors dépenses liées au processus de sortie de crise) ont été exécutées à hauteur de 399,1 milliards pour un objectif de 330,1 milliards.

Ce niveau d'exécution est lié essentiellement au relèvement du montant de la subvention allouée au secteur électricité et à l'accélération de la consommation des crédits se rapportant aux activités menées dans le domaine de l'éducation pour la fin de l'année scolaire et la préparation de la rentrée des classes.

Les subventions et transferts ont été exécutés à hauteur de 161,3 milliards contre 122 milliards en liaison principalement avec l'augmentation de la subvention accordée au secteur électricité (50,9 milliards), suite au retard accusé dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour assurer l'équilibre de ce secteur. Le dépassement des objectifs des dépenses de subventions et transferts s'explique également par l'exécution anticipée de la subvention au secteur coton (5 milliards) et le paiement accéléré des bourses aux élèves et étudiants à fin septembre à hauteur 15,8 milliards correspondant à 95,3% des

Les dépenses sociales ciblées se sont chiffrées à 2,5 milliards consacrés au soutien des prix des médicaments et des vaccins, par rapport à l'objectif à fin septembre fixé à 9 milliards. Ce niveau d'exécution devrait s'améliorer au quatrième trimestre à travers notamment le renforcement des dotations des cantines scolaires et la régularisation des passifs sur achats de médicaments auprès de la Pharmacie de la Santé Publique, avec l'affectation d'une partie des 6,1 milliards de provision constituée à ce sujet dans le budget.

Les dépenses de souveraineté, exécutées à 6,3 milliards, représentent 66,3% de la dotation annuelle fixée à 9,5 milliards. Cela dénote d'une évolution maîtrisée de ces dépenses.

Les dépenses de fonctionnement des services, exécutées à 212,4 milliards contre 173,3 milliards, comprennent les appuis aux universités et grandes écoles (16,3 milliards), aux structures de l'enseignement primaire et secondaire (15,9 milliards), aux soins de santé de base (2,3 milliards) et à la recherche (2 milliards), ainsi que les dépenses relatives aux baux et frais d'alimentation des forces de défense et de sécurité (29,4 milliards). Ces dépenses ont connu un rythme d'exécution accéléré en conformité avec les impératifs liées au cycle mais devraient être contenues dans les enveloppes prévues.

De façon générale, le niveau de consommation accéléré des crédits alloués aux autres dépenses ordinaires ne correspondant pas à des besoins complémentaires, les dépenses y afférentes seront contenues dans les enveloppes prévues.

II.2.5 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement exécutées à hauteur de 212,5 milliards pour un objectif de 185,7 milliards, enregistrent un taux d'exécution de 114,4%, lié principalement à une meilleure performance des projets cofinancés ainsi qu'au rythme d'exécution accéléré des crédits affectés aux grands travaux.

Les investissements, hors les dépenses liées à la crise, ont été financés à hauteur de 70,5% par les ressources intérieures et à 29,5% par les ressources extérieures.

Les dépenses financées sur *ressources intérieures* d'un montant de 149,9 milliards, se rapportent essentiellement aux transferts en direction des collectivités décentralisées (21,1 milliards), aux travaux d'aménagement des routes (13,8 milliards), aux investissements en milieu rural (5,1 milliards), aux dépenses de construction, de réhabilitation et d'équipement (32,9 milliards) dont 2,8 milliards pour les universités et grandes écoles et 4,5 milliards pour les CHU, les instituts et centres médicaux spécialisés. Elles incluent également les grands travaux d'investissement (40 milliards).

Les dépenses d'investissement financées sur les *ressources extérieures* ont enregistré un bon niveau d'exécution en se situant à 62,6 milliards contre 26,3 milliards prévus. Les décaissements réalisés comprennent 38,2 milliards au titre des emprunts projets et 24,4 milliards pour les dons projets.

Ces décaissements proviennent essentiellement de la Banque Mondiale pour 53,1 milliards dont 29,6 milliards sous forme de prêts et 23,5 milliards sous forme de dons, consacrés notamment à la mise en œuvre du Projet d'Appui au Secteur de l'Éducation et de la Formation, au Projet National de Gestion des Terroirs et de l'Équipement Rural, au Projet d'Ajustement du Secteur des Transports, au programme d'urgence infrastructures, au projet multisectoriel de lutte contre le sida et au projet de gouvernance et de développement institutionnel.

II.2.6 Les actions de sortie de crise

Les actions de sortie de crise ont été exécutées à hauteur de 96,7 milliards pour des prévisions de 98,1 milliards. Ces actions ont été financées sur ressources intérieures à concurrence de 87,8 milliards et sur concours extérieurs pour 8,9 milliards.

Ces dépenses prennent en compte :

- ✓ la réduction des arriérés de primes de front à hauteur de 19,4 milliards ;
- ✓ la poursuite du redéploiement de l'administration pour 3,5 milliards ;
- ✓ les prestations de l'opérateur technique SAGEM chargé de la réalisation de l'identification, à hauteur de 36,3 milliards ;
- ✓ les autres activités d'identification pour 3,9 milliards ;
- ✓ les activités de la Commission Electorale Indépendante et de supervision des opérations d'identification pour 18,5 milliards ;
- ✓ le financement des partis politiques et les actions de réconciliation nationale à concurrence de 4,1 milliards ;
- ✓ le programme de démobilisation des ex-combattants pour un montant 5,1 milliards ;
- ✓ les activités du Centre de Commandement Intégré à hauteur de 3,1 milliards ;
- ✓ le programme du service civique pour 2,3 milliards ;
- ✓ et les activités de suivi des accords de paix pour 0,6 milliard.

II.3 - Dépenses de trésorerie

Certaines charges de l'Etat ont été effectuées sous forme d'opérations de trésorerie pour un montant de 520,8 milliards à fin septembre, en marge des engagements budgétaires. Ces dépenses comprennent notamment :

- ✓ le remboursement de divers emprunts et crédits relais souscrits en cours d'année pour 436,1 milliards ;
- ✓ le remboursement des crédits de TVA pour 20,3 milliards ;
- ✓ les transferts au Fonds d'Entretien Routier (FER), affectés à la réhabilitation des infrastructures routières pour 8,8 milliards ;
- ✓ la couverture des déficits de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) pour 19,5 milliards ;
- ✓ la couverture des débits de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) supportés par l'Etat pour 13,1 milliards ;
- ✓ le reversement de recettes de TVA au secteur de l'électricité pour 10,6 milliards ;
- ✓ et l'alimentation du fonds affecté à la construction du troisième pont pour 6,5 milliards.

Par ailleurs, des dépenses de sortie de crise, de remboursements de dette, de règlement d'arriérés extérieurs, ont été couvertes par les ressources issues des allocations de DTS du FMI.

Concernant la CNCE, la commission bancaire de l'UEMOA au cours de sa session de septembre 2009 lui a accordé l'agrément bancaire. Ainsi, elle sera désormais astreinte au respect des normes et ratios prudentiels à l'instar des autres banques, ce qui devra

permettre de réduire substantiellement la couverture de ses débits d'ici la fin de l'année.

III- ANALYSE DES DEPENSES PAR GRANDES FONCTIONS

Les dépenses budgétaires par grandes fonctions exécutées à fin septembre 2009, comprennent 39,8% de charges de la dette publique, 18,8% de dépenses des services généraux des administrations publiques et 16,6% de dépenses des secteurs de l'enseignement, de la formation et de la recherche.

Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions

Dépenses par fonctions (données en milliards de F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution				
	Collectif budgétaire	Opérations de trésorerie	TOTAL	Fin juin	Fin septembre			TOTAL
					SIGFiP	Avances Non régularisées	Opération de trésorerie	
Service de dette publique	821,9	56,2	878,1	497,1	235,6	0,0	693,7	929,3
Services généraux des administrations publiques	414,7	91,5	506,3	284,7	283,9	35,3	118,8	438,0
<i>dont Institutions</i>	102,7	0,0	102,7	39,0	60,7	4,4	0,0	65,1
<i>Service généraux</i>	312,0	91,5	403,6	245,7	223,2	30,8	118,8	372,8
Défense	185,4	0,0	185,4	92,1	79,0	31,6	4,0	114,7
Ordre et Sécurité	107,4	0,0	107,4	28,1	60,6	6,1	0,0	66,7
Affaires Économiques	95,0	10,0	105,0	73,8	67,9	0,4	41,5	109,8
Protection de l'environnement	15,4	0,0	15,4	7,4	10,7	0,0	0,0	10,7
Logement et Equipements Collectifs	141,4	13,0	154,4	58,2	118,4	0,0	15,3	133,7
Santé	118,7	0,0	118,7	43,5	73,7	1,2	0,0	74,8
Loisirs, Culture et Culte	35,2	0,0	35,2	18,7	25,2	5,9	0,0	31,1
Enseignement, Formation et Recherche	543,9	0,0	543,9	246,0	387,3	0,6	0,0	387,9
Protection Sociale	50,5	0,0	50,5	18,6	35,3	0,7	0,0	36,0
TOTAL GENERAL	2 529,5	170,7	2700,3	1 368,1	1377,6	81,7	873,3	2332,6

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

Les dépenses liées au service de la dette publique s'élèvent à 929,3 milliards dont 752,5 milliards pour la dette intérieure.

Les services généraux des administrations publiques ont effectué des dépenses d'un montant de 438,0 milliards, soit 86,5% des dotations annuelles initiales. Ces dépenses intègrent 65,1 milliards de dépenses des institutions et 372,8 milliards de celles des services économiques et financiers ainsi que des autres services.

Les dépenses sociales (santé, enseignement, formation et recherche) ont été exécutées à hauteur de 462,7 milliards sur des prévisions annuelles de 662,6 milliards, soit un taux d'exécution de 69,8%. Elles comprennent 83,8% de dépenses de l'enseignement, de la formation et de la recherche et 16,2% de dépenses de santé.

Les crédits budgétaires exécutés par le secteur de l'enseignement, de la formation et de la recherche se chiffrent à 387,9 milliards dont 207 milliards pour l'éducation de base et 71,5 milliards pour l'enseignement supérieur. Ceux exécutés par l'enseignement secondaire s'élèvent à 27,8 milliards.

Les dépenses du secteur de la santé se chiffrent à 74,8 milliards dont 23,9 milliards ont permis la réhabilitation et l'équipement des CHU et des centres de santé spécialisés. Les

achats de médicaments et de matériels biomédicaux ont été exécutés à hauteur de 3,4 milliards.

Les dépenses afférentes au domaine **des affaires économiques** se situent à 109,8 milliards. Elles couvrent notamment les interventions de l'Etat dans le secteur de la production végétale et halieutique (30,2 milliards), ainsi que des transports et de la télécommunication (20,5 milliards). Elles intègrent également les soutiens aux activités du secteur privé dans les domaines miniers et énergétiques (36,9 milliards) dont 25,9 milliards de subvention octroyée au secteur de l'électricité.

Les dépenses des **Forces de Défense et de Sécurité** ressortent à fin septembre à 184,8 milliards. Celles-ci ont concerné les charges de personnel, la réhabilitation et l'équipement en infrastructures de base, l'achat des biens et services.

IV- ANALYSE DES DEPENSES PRO PAUVRES (annexe 10)

L'exécution des crédits consacrés aux actions de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales, s'est améliorée au cours du troisième trimestre 2009, avec une progression de 61% par rapport à fin juin 2009.

Ainsi, à fin septembre, les dépenses budgétaires inscrites à cet effet se sont établies à 628,7 milliards contre un objectif de 614,2 milliards. Ce bon niveau d'exécution traduit un effort de rattrapage dans tous les domaines couverts par les dépenses pro-pauvres.

Ces dépenses se sont exécutées à travers le SIGFIP pour 581,7 milliards et par avances de trésorerie non encore régularisées pour 47 milliards.

Le financement intérieur de ces dépenses se chiffre à 575,8 milliards contre 52,9 milliards de financement extérieur.

Les dépenses exécutées concernent notamment les domaines de :

- l'agriculture et les ressources halieutiques avec un montant de 37,3 milliards ;
- l'éducation à hauteur de 407,3 milliards ;
- la santé pour 78,4 milliards ;
- l'eau et l'assainissement pour 13,6 milliards ;
- les routes et les ouvrages d'art à concurrence de 40,1 milliards ;
- la décentralisation à hauteur de 21,5 milliards.

➤ Agriculture et ressources halieutiques

Les secteurs de l'agriculture et des ressources halieutiques enregistrent au cours des trois premiers trimestres de l'année des dépenses à hauteur de 37,3 milliards.

Ces dépenses représentent 71,9% des dotations initiales et elles ont été consacrées à l'amélioration des actions d'encadrement et de promotion dans ces secteurs. Les dépenses exécutées comprennent également la mise en œuvre des programmes de développement agricole notamment les soutiens à la diversification des cultures.

Au niveau des activités d'encadrement et de promotion de l'agriculture, les dépenses exécutées se sont établies à 16,1 milliards soit 89,7% des dotations budgétaires. Ces dépenses concernent essentiellement la filière coton pour 5 milliards et la subvention à l'ANADER pour 7,8 milliards. Par ailleurs, un montant de 1,4 milliard a permis de poursuivre les actions de recherche agronomique, de développement des exploitations et de soutien aux exploitants agricoles ainsi que de développement rural intégré.

La promotion de la filière rizicole, à travers, l'aménagement hydro agricole a occasionné des dépenses à hauteur de 0,8 milliard.

Les ressources utilisées pour la réalisation d'infrastructures sociales de base dans les zones de production de café et de cacao, au titre des activités du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), se chiffrent à 5,1 milliards. Par ailleurs, le volet investissement en milieu rural du Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER) s'est poursuivi avec 4,6 milliards.

Les activités de développement de la pêche, de l'élevage et de la production laitière ont occasionné des dépenses de 1,5 milliards.

➤ Education

L'exécution des dépenses d'éducation à fin septembre s'est nettement améliorée avec un niveau de 407,3 milliards contre 261 milliards à fin juin 2009.

Cet accroissement de 146,3 milliards est imputable essentiellement aux activités de la rentrée scolaire et universitaire.

Ces dépenses comprennent entre autres :

- la subvention octroyée aux écoles privées pour 34,8 milliards ;
- le paiement des bourses et le versement de la subvention destinée au transport des élèves et étudiants à hauteur de 23,2 milliards ;
- l'achat de kits scolaires et l'acquisition des mallettes et de kits pédagogiques qui se chiffrent à 9,4 milliards ;
- la subvention des cantines scolaires à concurrence de 2,2 milliards ;
- les charges salariales pour 250,4 milliards.

Par ailleurs, les dépenses relatives aux constructions, réhabilitations et équipements des structures scolaires ont été exécutées à hauteur de 15,4 milliards dont 7,6 milliards réalisés par les collectivités décentralisées.

Les dépenses exécutées dans le cadre du Projet d'Appui au Secteur Education Formation (PASEF) sont estimées à 14,6 milliards.

➤ Santé

A l'instar de l'éducation, les dépenses du secteur de la santé ont enregistré un bon niveau d'exécution avec un montant de 78,4 milliards à fin septembre contre 46,1 milliards en fin juin.

Ces dépenses comprennent 39,4 milliards de charges de personnel et 22,5 milliards de charges de fonctionnement des services dont 6,1 milliards de transferts aux EPN.

Les dépenses effectuées dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'équipement des structures sanitaires et des institutions médicales spécialisées se chiffrent à 5,6 milliards dont 2,6 milliards réalisés par les collectivités décentralisées.

Les actions de lutte contre le VIH/SIDA à travers le renforcement des activités de prévention auprès des groupes vulnérables et des groupes à haut risque, de coordination, de gestion et de suivi-évaluation s'établissent à 8,7 milliards.

➤ **Renforcement de l'accès à l'eau, de l'assainissement et des infrastructures routières**

Les dépenses consacrées à l'amélioration des infrastructures routières et à la construction d'ouvrages d'art ont été exécutées à hauteur de 41,7 milliards dont 8,8 milliards financés sur le Fonds d'Entretien Routier (FER) et 15,6 milliards liés aux activités de mise en œuvre du programme d'urgence d'infrastructures urbaines.

Les travaux d'entretien, de réfection et de construction de routes financés dans le cadre du Programme d'Ajustement et d'Investissements dans le Secteur des Transports en Côte d'Ivoire (CI-PAST) ont été exécutés à hauteur de 8,8 milliards.

Les dépenses effectuées dans le cadre des travaux d'extension de réseau et de renforcement de la distribution de l'électricité, se situent à fin septembre à 11,6 milliards. Elles concernent principalement les travaux de réhabilitation du Barrage de Buyo pour 6,2 milliards et la gestion de l'éclairage public à hauteur de 4,8 milliards.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable a occasionné des dépenses globales de 2,5 milliards avec 1,2 milliard consacré à l'hydraulique villageoise.

Par ailleurs, les dépenses engagées à fin septembre, dans le cadre de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution, se sont chiffrées à 11,1 milliards avec un montant de 3 milliards pour la lutte contre l'insalubrité urbaine.

➤ **Politique de décentralisation**

En dehors des crédits consacrés au financement de leurs activités dans les secteurs éducation, santé et agriculture, les collectivités décentralisées ont bénéficié de 21,5 milliards de subvention pour couvrir leurs charges de fonctionnement et renforcer leurs interventions dans le cadre du développement des infrastructures de base.

V- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (annexe 6)

Les paiements effectués par le Trésor Public au cours des trois premiers trimestres se chiffrent à 1 878,9 milliards. Ils concernent principalement le service de la dette à hauteur de 791,2 milliards, les salaires pour 560,4 milliards, les charges de fonctionnement des services et autres interventions de l'Etat à concurrence de 472,4 milliards.

Ces paiements comprennent 924,4 milliards réglés sur la base de mandats pris en charge, 81,7 milliards d'avances de trésorerie et 873,3 milliards au titre des opérations de trésorerie.

V.1 - Mandats mis en règlement

Les règlements effectués au titre des échéances de la **dette publique**, sur la base des mandats pris en charge, se chiffrent globalement à 97,5 milliards dont 28,6 milliards au titre de la dette intérieure.

Les mandats payés au titre des activités du **secteur de l'enseignement, de la formation et de la recherche**, s'élèvent à 302,1 milliards dont 51,1 milliards se rapportant aux opérations menées dans le domaine de l'enseignement supérieur, 191,9 milliards et 27,9 milliards sont liés respectivement aux opérateurs des secteurs de l'éducation de base et de l'enseignement technique et professionnel.

Les dépenses effectuées au titre des **services généraux des administrations publiques**, ont été réglées à hauteur de 183,7 milliards dont 49,9 milliards pour le compte des institutions nationales et 133,8 milliards pour celles des services généraux des ministères techniques, à l'exception des secteurs sociaux, de la défense et de la sécurité.

Les dépenses des **secteurs de la santé et de la protection sociale** ont bénéficié des règlements à hauteur de 87,8 milliards. Ces paiements concernent principalement les opérations de réhabilitation et d'équipement des Centres Hospitaliers Universitaires et des centres de santé spécialisés pour 22,1 milliards ainsi que les pensions de retraite à concurrence de 19,1 milliards. Les paiements relatifs aux activités du domaine de la protection des enfants et des handicapés ainsi que celui de la lutte contre le chômage et l'exclusion, se chiffrent à 3,8 milliards.

Les dépenses effectuées par les secteurs de la défense et de la sécurité ont été réglés sur la base de mandats à hauteur de 143 milliards dont 87,2 milliards au titre des activités des services de la défense.

V.2 - Avances non régularisées

Les dépenses payées par avances de trésorerie, non encore régularisées, ressortent à 81,7 milliards. Ce sont, pour l'essentiel, des dépenses de personnel, de fonctionnement des services et de sortie de crise.

La part de ces dépenses liée aux **charges de personnel**, s'établit à 10,2 milliards et concernent essentiellement les frais de personnel des militaires.

Les avances non encore régularisées se rapportant aux **dépenses de fonctionnement des services de l'Etat**, se chiffrent à 26,5 milliards. Elles se répartissent principalement entre les baux pour 2,4 milliards, les achats de biens et services pour 16,2 milliards et les avances faites aux régisseurs pour 6,2 milliards.

Concernant les opérations de sortie de crise, les avances non régularisées portent sur 44,6 milliards. Elles se composent de 5,4 milliards de primes de front, de 24,3 milliards consacrés aux opérations d'identification menées par SAGEM, de 14,9 milliards de dépenses relatives aux autres opérations d'identification et de 2,6 milliards pour le financement des partis politiques.

V.3 - Opérations de trésorerie

Le Trésor Public, en plus des mandats réglés et des avances de trésorerie, a effectué d'autres paiements dans le cadre des opérations de trésorerie pour un montant de 873,3 milliards, soit 46,5% du total des règlements.

Ces opérations de trésorerie sont couvertes à 40,4% par des crédits budgétaires correspondant à un niveau de 352,5 milliards. Ce montant comprend les règlements de la dette publique pour 257,6 milliards, la charge patronale et les divers prélèvements sur salaire à hauteur de 49,6 milliards, la subvention au secteur électricité à concurrence de 25,9 milliards et les investissements en milieu rural financés par le FIMR pour 5,1 milliards.

Les opérations de trésorerie sans couverture budgétaire d'un montant de 491,7 milliards réalisées à fin septembre, prennent en compte le remboursement des emprunts de moins d'un an pour 436,1 milliards, les subventions pour la couverture des déficits de la CNCE et de la CGRAE à hauteur de 33,4 milliards et le remboursement des crédits de TVA pour 20,3 milliards.

Elles intègrent également le reversement de crédits de TVA au secteur de l'électricité (10,6 milliards), l'investissement financé par le Fonds d'Entretien Routier (8,8 milliards) et les opérations liées aux travaux de construction du troisième pont (6,5 milliards).

CONCLUSION

La situation d'exécution du budget au troisième trimestre 2009 confirme les bonnes tendances observées depuis le début de l'année.

L'examen des réalisations de recettes laisse apparaître cependant une sollicitation plus importante des marchés monétaire et financier pour compenser les manques à gagner sur les recettes fiscales et non fiscales. Pour maîtriser sinon réduire considérablement ces manques à gagner observés principalement sur les recettes de porte, des mesures ont été prises à travers notamment, la recherche de moyens visant à rendre opérationnel et à sécuriser le système informatique de la Douane, ainsi que le dispositif de gestion des risques et de lutte contre la fraude.

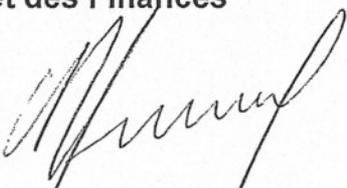
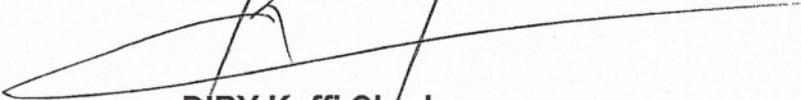
Par ailleurs, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles depuis le premier semestre, se sont poursuivis à travers le respect des critères quantitatifs liés notamment à la réduction des arriérés et au plafond des avances. Parallèlement, des efforts sont notés au niveau de la réforme de la gestion des finances publiques à travers l'adoption du nouveau code des marchés publics en août suivi de la création de l'autorité nationale de la régulation des marchés publics dont la mise en place est en cours.

Les charges de personnel et les subventions au secteur électricité qui se sont situées au-delà du plafond prévu font l'objet d'un suivi particulier en vue de leur maîtrise.

Les mesures spécifiques prises au cours du troisième trimestre dans le cadre de l'exécution des dépenses pro-pauvres ont permis d'atteindre des niveaux d'exécution au-delà du plancher fixé à fin septembre.

Ces efforts devront se poursuivre afin de réaliser les objectifs annuels et de confirmer, lors de l'évaluation à fin décembre, la bonne exécution du programme économique et financier pour l'année 2009.

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**

DIBY Koffi Charles

ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage budgétaire à fin septembre 2009

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin septembre 2009

Annexe 3 : Exécution budgétaire des dépenses par grandes natures à fin septembre 2009

Annexe 4 : Exécution budgétaire des dépenses par secteurs et par fonctions à fin septembre 2009

Annexe 5 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par grandes natures à fin septembre 2009

Annexe 6 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par secteurs et par fonctions à fin septembre 2009

Annexe 7 : Exécution budgétaire des dépenses par ministères et par institutions à fin septembre 2009

Annexe 8 : Exécution du budget des ministères et institutions par grandes natures à fin septembre 2009

Annexe 9 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin septembre 2009

Annexe 10 : Exécution des dépenses pro pauvres à fin septembre 2009

ANNEXE 1 :
CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin septembre 2009)

LIBELLE <i>(Données en milliards de francs CFA)</i>	Collectif budgétaire	Fin septembre		LIBELLE <i>(Données en milliards de francs CFA)</i>	Collectif budgétaire	Fin septembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES (I)	2 529,5	1 782,5	1 794,9	DEPENSES BUDGETAIRES (I)	2 529,5	1 863,6	1 811,8
Ressources intérieures	1 994,7	1 413,5	1 550,5	Dette publique	821,9	664,2	493,1
Recettes fiscales	1 750,7	1 251,5	1 239,0	Dette intérieure	420,9	352,6	316,5
DGI	862,6	670,8	740,8	<i>Principal</i>	390,4	325,1	276,5
TRESOR	7,0	4,8	5,2	<i>Intérêts</i>	30,5	27,5	39,9
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	881,1	575,9	492,9	Dette extérieure	401,0	311,6	176,7
Recettes non fiscales	84,0	72,0	41,0	<i>dont échéances rééchelonnées</i>	242,4	186,4	43,4
Privatisation et vente d'actifs	3,0	3,0	2,0	<i>Principal</i>	299,8	228,8	134,3
Transfert des entreprises	1,0	0,5	0,3	<i>Intérêts</i>	101,2	82,8	42,4
Fonds d'Investissement en milieu rural	10,0	10,0	5,1	Dépenses ordinaires	1 276,6	915,6	1 009,5
Autres recettes non fiscales	70,0	58,5	33,6	Personnel	745,0	558,8	560,4
Emprunts sur marchés monétaire et financier	160,0	90,0	270,6	Abonnement	40,8	26,7	50,0
Emprunts obligataires	90,0	90,0	107,3	<i>dont régularisation passifs par compensation</i>			25,1
Bons et obligations du Trésor	70,0	0,0	163,3	Autres dépenses de fonctionnement	490,8	330,1	399,1
Ressources extérieures	534,8	369,0	244,4	Dépenses de sortie de crise	148,6	98,1	96,7
Ressources exceptionnelles	450,4	319,7	172,9	Financement intérieur	115,9	75,1	87,8
<i>Échéances rééchelonnées</i>	242,4	186,4	43,4	Financement extérieur	32,7	23,0	8,9
Appuis budgétaires	208,0	133,3	129,5	Dépenses d'investissement	282,5	185,7	212,5
FMI	108,0	58,6	57,6	Financement intérieur	230,7	159,4	149,9
Banque Mondiale	100,0	74,7	71,9	<i>dont Grands travaux d'investissement</i>	40,0	30,0	40,0
Financement extérieur	84,5	49,3	71,5	<i>Investissement FIMR</i>	10,0	10,0	5,1
Emprunts-projets	43,5	20,8	38,2	Financement extérieur	51,8	26,3	62,6
Dons-projets	8,2	5,5	24,4	<i>Emprunts-projets</i>	43,5	20,8	38,2
Dons-programme	32,7	23,0	8,9	<i>Dons-projets</i>	8,2	5,5	24,4
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	330,3	370,5	771,1	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	170,7	124,7	520,8
TVA secteur électricité	10,0	7,5	13,0	Remboursement divers emprunts	56,2	35,5	436,1
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	50,0	33,3	20,3	Remboursement de crédits de TVA	50,0	33,3	20,3
Prélèvement excédent pétrolier SIR	8,0	6,4	11,3	Déficit CGRAE / Déficit CNCE	41,5	42,0	32,6
Divers emprunts et crédits relais	7,0	68,0	291,3	Reversement TVA au secteur électricité	10,0	5,8	10,6
Avoirs sur avances de grands travaux d'investissement	15,6	15,6	15,0	Transferts au Fonds d'Entretien Routier	13,0	8,1	8,8
Don de la BAD pour apurement d'arriérés	171,4	171,4	183,9	Construction du 3e pont			6,5
Don de la BAD pour les reformes économiques et financières	68,3	68,3	64,0	Prise de participations au capital de la BFA			6,0
Allocations de Droit de Tirage Spéciaux (DTS)			172,2				
TOTAL GENERAL (I)+(II)	2 859,8	2 153,0	2 566,0	TOTAL GENERAL (I)+(II)	2 700,3	1 988,3	2 332,6
GAP (-) ou EXCEDENT (+)			233,4				
Total Accumulation (+)/Réduction (-) Arriérés			-219,7				
<i>Réduction arriérés fournisseurs</i>			-30,2				
<i>Accumulation arriérés dette intérieure et extérieure</i>			94,6				
<i>Réduction arriérés dette intérieure et extérieure</i>			-284,1				
<i>dont Banque Africaine de développement</i>			-269,9				

R

ANNEXE 2
ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin septembre 2009)

<i>En milliards de FCFA</i>	FIN SEPTEMBRE		
	Collectif budgétaire	Objectif	Réalisation
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c compensations)	1 750,7	1 251,5	1 239,0
<u>DGI</u>	<u>862,6</u>	<u>670,8</u>	<u>740,8</u>
Impôts directs	531,0	428,5	428,8
BIC pétrole et gaz	107,5	73,0	80,7
- BIC pétrole	46,7	20,8	20,8
- BIC gaz	60,8	52,2	59,9
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	423,5	355,5	348,0
- BIC hors pétrole	171,0	156,0	143,6
- Impôt synthétique et AIRSI	10,2	7,5	7,2
Impôts sur revenus et salaires	175,3	133,6	134,9
- Impôts sur traitement et salaire	155,3	118,6	119,0
- Contribution employeur (hors FDFP)	20,0	14,9	15,9
Contribution Reconstruction Nationale (CRN)	18,0	17,2	21,7
Impôts fonciers	7,0	6,0	6,4
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	42,0	35,3	34,2
Impôts indirects	331,6	242,3	312,0
TVA (hors part secteur électricité)	135,0	95,3	123,8
TPS	27,0	18,7	18,9
Taxes sur boissons et tabacs	15,2	11,7	11,1
Droits d'enregistrement et de timbre	113,0	84,6	128,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>77,0</i>	<i>57,7</i>	<i>106,7</i>
Patentes et Licences	8,5	8,5	7,9
Taxes d'extraction pétrolière	11,7	7,6	5,2
Taxe d'extraction sur le gaz	15,2	10,7	13,2
Accises et autres taxes indirectes	6,0	5,3	3,2
<u>TRESOR</u>	<u>7,0</u>	<u>4,8</u>	<u>5,2</u>
Impôts directs	5,0	3,2	3,4
Impôts sur revenus et salaires	4,0	2,7	2,7
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	1,0	0,5	0,7
Impôts indirects	2,0	1,6	1,8
RS 10%	0,0	0,0	0,0
Patentes et licences	0,0	0,0	0,0
Timbres et vignettes	2,0	1,6	1,8
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>881,1</u>	<u>575,9</u>	<u>492,9</u>
Droits et taxes à l'importation	625,1	450,1	355,1
Taxes sur produits pétroliers	180,0	128,7	119,2
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	445,1	321,4	235,9
Taxes à l'exportation	256,0	125,8	137,8

Selon la répartition des revenus de pétrole et de gaz entre le BIC pour 80% et la taxe d'extraction pour 20% à fin septembre, l'objectif des revenus de pétrole et de gaz en recettes fiscales et non fiscales

R

ANNEXE 3:

EXECUTION BUDGETAIRE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES
(Situation à fin septembre 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
REMBOURSEMENT DE CAPITAL	690 190 455 019	56 200 000 000	746 390 455 019	191 575 984 439	153 815 984 439		693 015 977 500	846 831 961 939	65 863 531 000	758 879 508 500
INTERETS ET FRAIS FINANCIERS	131 733 573 147		131 733 573 147	100 941 429 313	81 761 077 440		662 697 000	82 423 774 440	31 612 486 000	32 275 183 000
TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	489 337 981 992	51 537 000 000	540 874 981 992	353 216 668 485	359 783 516 556	47 382 075 330	83 911 000 000	491 076 591 886	198 839 154 162	330 132 229 492
<i>dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>				<i>32 600 000 000</i>	<i>32 600 000 000</i>		<i>32 600 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 450 000 000</i>	<i>36 450 000 000</i>		<i>36 450 000 000</i>
DEPENSES DE PERSONNEL	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 440 611 484	10 235 000 000	49 652 000 000	560 327 611 484	500 440 611 484	560 327 611 484
<i>dont Traitements et salaires</i>	<i>560 982 939 944</i>		<i>560 982 939 944</i>	<i>368 824 429 410</i>	<i>368 824 429 410</i>	<i>10 235 000 000</i>	<i>45 652 000 000</i>	<i>424 711 429 410</i>	<i>368 824 429 410</i>	<i>424 711 429 410</i>
ACHATS DE BIENS ET SERVICES	266 314 346 719		266 314 346 719	219 795 687 789	175 163 640 806	18 646 870 000		193 810 510 806	91 826 487 656	110 473 357 656
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	159 567 236 248	13 000 000 000	172 567 236 248	116 372 604 450	104 632 612 325	53 635 000	20 354 000 000	125 040 247 325	34 646 885 715	55 054 520 715
AUTRES CHARGES COURANTES	47 351 869 640	50 000 000 000	97 351 869 640	2 019 090 833	2 014 090 833	5 382 000 000	25 684 000 000	33 080 090 833	767 013 209	31 833 013 209
<i>dont Remboursement de crédits de TVA</i>							<i>20 300 000 000</i>	<i>20 300 000 000</i>		<i>20 300 000 000</i>
TOTAL GENERAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>56 200 000 000</i>	<i>878 124 028 166</i>	<i>292 517 413 752</i>	<i>235 577 061 879</i>		<i>693 678 674 500</i>	<i>929 255 736 379</i>		<i>693 678 674 500</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>				<i>32 600 000 000</i>	<i>32 600 000 000</i>		<i>32 600 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 450 000 000</i>	<i>36 450 000 000</i>		<i>36 450 000 000</i>
<i>Personnel</i>	<i>745 024 266 555</i>		<i>745 024 266 555</i>	<i>514 361 475 637</i>	<i>500 500 000 000</i>	<i>10 235 000 000</i>	<i>49 652 000 000</i>	<i>560 387 000 000</i>		<i>59 887 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>				<i>20 300 000 000</i>	<i>20 300 000 000</i>		<i>20 300 000 000</i>
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		<i>13 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>				<i>8 800 000 000</i>	<i>8 800 000 000</i>		<i>8 800 000 000</i>
<i>Construction du 3e pont</i>							<i>6 500 000 000</i>	<i>6 500 000 000</i>		<i>6 500 000 000</i>
<i>Prise de participation au capital de la BFA</i>							<i>5 950 000 000</i>	<i>5 950 000 000</i>		<i>5 950 000 000</i>
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	<i>295 599 000 000</i>						<i>5 384 000 000</i>	<i>5 384 000 000</i>		<i>5 384 000 000</i>
<i>Investissement FIMR</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>				<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>		<i>5 054 000 000</i>
<i>Dépenses de sortie de crise</i>					<i>45 000 000 000</i>	<i>42 760 864 836</i>	<i>8 911 000 000</i>	<i>96 671 864 836</i>		<i>51 671 864 836</i>

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 4 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin septembre 2009)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) +	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
Service de la dette publique	821 924 028 166	56 200 000 000	878 124 028 166	277 617 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379	97 476 017 000	791 154 691 500
-Dette publique intérieure	420 944 917 111	56 200 000 000	477 144 917 111	75 439 074 536	75 408 722 863		677 116 837 500	752 525 560 163	28 627 630 000	705 744 467 500
-Dette publique extérieure	400 979 111 055		400 979 111 055	202 178 339 216	160 168 339 216		16 561 837 000	176 730 176 216	68 848 387 000	85 410 224 000
Services généraux des administrations publiques	414 718 524 036	91 537 000 000	506 255 524 036	295 378 841 665	283 899 005 809	35 258 667 907	118 797 000 000	437 954 673 716	183 724 818 521	337 780 486 428
Institutions	102 678 829 237		102 678 829 237	61 683 760 550	60 715 047 707	4 428 031 557		65 143 079 264	49 868 379 825	54 296 411 382
Services Généraux	312 039 694 799	91 537 000 000	403 576 694 799	233 695 081 115	223 183 958 102	30 830 636 350	118 797 000 000	372 811 594 452	133 856 438 696	283 484 075 046
dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000		32 600 000 000		33 435 700 000	66 035 700 000		33 435 700 000
Remboursement de crédits de TVA	10 000 000 000		10 000 000 000				20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
Défense	185 418 690 638		185 418 690 638	92 669 112 851	79 022 784 510	31 630 800 000	4 000 000 000	114 653 584 510	87 249 355 251	122 880 155 251
Services Sociaux	8 497 719 108		8 497 719 108	1 582 445 212	1 418 814 673			1 418 814 673	814 805 788	814 605 788
Services militaires	73 937 689 853		73 937 689 853	33 819 507 959	21 425 424 085	20 225 936 693	4 000 000 000	45 651 360 778	52 191 698 018	76 417 634 711
Services de gendarmerie	41 691 480 536		41 691 480 536	25 636 674 169	25 636 674 169	11 404 863 307		37 041 537 476	25 269 229 629	36 674 092 936
Autres Affaires Militaires	61 291 801 141		61 291 801 141	31 463 600 136	30 541 871 583			30 541 871 583	8 973 621 816	8 973 621 816
Ordre et Sécurité	107 406 335 810		107 406 335 810	77 480 518 141	60 633 365 457	6 090 966 034		66 724 331 491	55 727 863 927	61 818 629 961
Service de Police	86 236 202 681		86 236 202 681	61 696 846 265	47 519 775 777	5 709 264 450		53 229 040 227	43 982 469 325	49 691 733 775
Services judiciaires	19 318 204 089		19 318 204 089	14 236 548 818	12 374 690 457	381 701 584		12 756 392 041	11 621 255 755	12 002 957 339
Etablissements Pénitenciers et Education surveillés	1 851 929 040		1 851 929 040	1 547 123 058	738 899 223			738 899 223	124 138 847	124 138 847
Affaires Économiques	95 004 719 754	10 000 000 000	105 004 719 754	74 222 407 896	67 904 289 102	384 880 491	41 504 000 000	109 793 169 593	49 498 061 654	91 386 942 145
Activités Végétales et Halieutiques	44 910 652 963		44 910 652 963	29 737 549 287	25 149 551 962	39 858 400	5 054 000 000	30 243 410 362	21 798 868 808	26 892 727 208
Activités Minières et Énergétiques	1 055 596 468	10 000 000 000	11 055 596 468	687 848 552	520 308 428		36 450 000 000	36 970 308 428	421 505 584	36 871 505 584
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Électricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
Activités de transport et télécommunication	24 247 233 645		24 247 233 645	20 871 080 879	20 328 249 740	159 919 166		20 488 168 906	9 801 446 523	9 961 365 689
Activités Industrielles et autres Services	24 791 236 678		24 791 236 678	22 925 929 178	21 906 178 972	185 102 925		22 091 281 897	17 476 240 739	17 661 343 684
Protection de l'environnement	15 427 709 941		15 427 709 941	11 667 708 338	10 709 039 019			10 709 039 019	10 170 242 676	10 170 242 676
Logement et Equipements Collectifs	141 389 717 419	13 000 000 000	154 389 717 419	126 521 506 376	118 442 165 764		15 300 000 000	133 742 165 764	35 837 950 378	51 137 950 378
Santé	118 712 871 483		118 712 871 483	79 562 943 179	73 658 924 414	1 179 803 298		74 838 727 712	62 380 514 790	63 560 318 088
Loisirs, Culture et Culte	35 208 879 477		35 208 879 477	26 697 628 533	25 225 667 987	5 856 677 700		31 082 345 687	14 379 094 280	20 235 771 980
Enseignement, Formation et Recherche	543 850 254 752		543 850 254 752	395 740 981 353	387 277 507 629	582 294 900		387 859 802 529	302 107 749 571	302 690 044 471
Protection Sociale	50 457 997 844		50 457 997 844	38 723 878 862	35 261 722 313	715 490 000		35 977 212 313	25 444 501 178	26 159 991 178
TOTAL GENERAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
dont Remboursement service de Dette Publique	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	292 517 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379		693 678 674 500
Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000				33 435 700 000	33 435 700 000		33 435 700 000
Subvention / Reversement TVA au Secteur Électricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
Personnel	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 500 000 000	10 235 000 000	49 700 000 000	560 435 000 000		59 935 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier		13 000 000 000	13 000 000 000				8 800 000 000	8 800 000 000		8 800 000 000
Construction du 3e pont							6 500 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000
Autres dépenses de fonctionnement	295 599 000 000						5 384 000 000	5 384 000 000		5 384 000 000
Investissement FIMR	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
Dépenses de sortie de crise					45 000 000 000	42 761 000 000	8 911 000 000	96 672 000 000		51 672 000 000

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 5 :

EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES
(Situation à fin septembre 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (D) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
REMBOURSEMENT DE CAPITAL	690 190 455 019	56 200 000 000	746 390 455 019	191 575 984 439	153 815 984 439		693 015 977 500	846 831 961 939	65 863 531 000	758 879 508 500
Dette Intérieure	390 431 547 839		390 431 547 839	50 341 475 259	35 461 475 259		677 116 837 500	712 578 312 759	17 330 000 000	694 446 837 500
BCEAO	19 698 600 123		19 698 600 123	14 718 617 805	14 718 617 805			14 718 617 805		
Banques commerciales	6 629 669 169		6 629 669 169	3 446 553 542	3 446 553 542			3 446 553 542	2 020 000 000	2 020 000 000
Autres	364 103 278 547		364 103 278 547	32 176 303 912	17 296 303 912		677 116 837 500	694 413 141 412	15 310 000 000	692 426 837 500
Dette Extérieure	299 758 907 180		299 758 907 180	141 234 509 180	118 354 509 180		15 899 140 000	134 253 649 180	48 533 531 000	64 432 671 000
Multilatéraux	93 688 765 966		93 688 765 966	55 932 258 205	55 932 258 205			55 932 258 205	44 663 531 000	44 663 531 000
Bilatéraux	161 888 021 350		161 888 021 350	52 825 461 615	29 945 461 615			29 945 461 615		
Autres	44 182 119 864		44 182 119 864	32 476 789 360	32 476 789 360		15 899 140 000	48 375 929 360	3 870 000 000	19 769 140 000
INTERETS ET FRAIS FINANCIERS	131 733 573 147		131 733 573 147	100 941 429 313	81 761 077 440		662 697 000	82 423 774 440	31 612 486 000	32 275 183 000
Dette Intérieure	30 513 369 272		30 513 369 272	39 997 599 277	39 947 247 404			39 947 247 404	11 297 630 000	11 297 630 000
Dette Extérieure	101 220 203 875		101 220 203 875	60 943 830 036	41 813 830 036		662 697 000	42 476 527 036	20 314 856 000	20 977 553 000
TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	489 337 981 992	51 537 000 000	540 874 981 992	353 216 668 485	359 783 516 556	47 382 075 330	83 911 000 000	491 076 591 886	198 839 154 162	330 132 229 492
Transferts aux Communes	13 114 146 000		13 114 146 000	9 918 775 054	9 484 459 054			9 484 459 054	8 895 406 554	8 895 406 554
Transferts aux Conseils généraux	24 435 854 000		24 435 854 000	19 055 494 875	18 956 972 875			18 956 972 875	17 656 472 875	17 656 472 875
Transferts et Subventions aux EP et SPP (1)	103 882 411 978	10 000 000 000	113 882 411 978	90 613 608 330	89 843 110 830		13 100 000 000	102 943 110 830	84 275 168 204	97 375 168 204
Transferts d'équilibre- Pensions retraite	25 475 000 000	31 537 000 000	57 012 000 000	25 475 000 000	25 475 000 000		19 500 000 000	44 975 000 000	19 106 250 000	38 606 250 000
Transferts et subventions aux Institutions nationales	78 453 043 499		78 453 043 499	32 622 024 184	32 358 919 184			32 358 919 184	23 264 347 421	23 264 347 421
Transferts aux représentations à l'Etranger	19 504 246 413		19 504 246 413	13 440 112 415	12 967 770 610			12 967 770 610	2 077 209 810	2 077 209 810
Transferts aux institutions et organisations à buts non lucratif	99 737 489 720		99 737 489 720	77 216 935 304	75 511 175 001	25 865 000 000		101 376 675 001	5 495 453 000	31 360 953 000
Transferts aux menages	25 032 742 371		25 032 742 371	20 857 811 459	20 158 276 013	6 231 875 330		26 390 151 343	16 000 747 927	22 232 623 257
Autres transferts et interventions	99 703 048 011	10 000 000 000	109 703 048 011	64 016 906 864	75 027 832 989	15 284 700 000	51 311 000 000	141 623 532 989	22 060 598 371	88 656 298 371
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000

ANNEXE 5 (Suite et fin) :

EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES
(Situation à fin septembre 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (D) + (F) + (G)	Mandats mis en réglement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
DEPENSES DE PERSONNEL	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 440 611 484	10 235 000 000	49 652 000 000	560 327 611 484	500 440 611 484	560 327 611 484
Administration Centrale	624 753 919 447		624 753 919 447	404 244 207 722	403 689 385 657	10 235 000 000	49 652 000 000	463 576 385 657	403 689 385 657	463 576 385 657
Traitements et salaires	560 982 939 944		560 982 939 944	368 824 429 410	368 824 429 410	10 235 000 000	45 652 000 000	424 711 429 410	368 824 429 410	424 711 429 410
Indemnités	17 032 990 045		17 032 990 045	9 698 427 828	9 698 427 828		9 698 427 828	9 698 427 828	9 698 427 828	9 698 427 828
Cotisations Sociales (Part Patronale)	43 129 697 016		43 129 697 016	24 052 180 636	24 052 180 636		4 000 000 000	28 052 180 636	24 052 180 636	28 052 180 636
Autres	3 608 292 442		3 608 292 442	1 669 169 848	1 114 347 783			1 114 347 783	1 114 347 783	1 114 347 783
Etablissements Publics et Sociétés à Participation Publique	55 681 261 217		55 681 261 217	51 350 262 287	49 619 055 676			49 619 055 676	49 619 055 676	49 619 055 676
Institutions	33 541 717 763		33 541 717 763	32 740 847 398	24 939 825 095			24 939 825 095	24 939 825 095	24 939 825 095
Autres	31 047 368 128		31 047 368 128	26 026 158 230	22 192 345 056			22 192 345 056	22 192 345 056	22 192 345 056
-Ambassades	12 717 350 771		12 717 350 771	12 778 850 771	12 621 186 771			12 621 186 771	12 621 186 771	12 621 186 771
-Collectivités	5 875 000 000		5 875 000 000	2 937 500 000	2 937 500 000			2 937 500 000	2 937 500 000	2 937 500 000
-Divers	12 455 017 357		12 455 017 357	10 309 807 459	6 633 658 285			6 633 658 285	6 633 658 285	6 633 658 285
ACHATS DE BIENS ET SERVICES	266 314 346 719		266 314 346 719	219 795 687 789	175 163 640 806	18 646 870 000		193 810 510 806	91 826 487 656	110 473 357 656
dont Achats de Fournitures	47 355 633 380		47 355 633 380	17 758 661 993	6 669 915 385	9 032 870 000		15 702 785 385	11 837 661 907	20 870 531 907
Dépenses d'entretien et de maintenance	21 937 461 072		21 937 461 072	10 302 866 271	4 492 446 166			4 492 446 166	8 861 199 882	8 861 199 882
Prestation de service	16 502 797 754		16 502 797 754	10 230 658 874	7 037 880 997			7 037 880 997	4 666 142 886	4 666 142 886
Assurances	1 009 233 530		1 009 233 530	586 504 011	563 851 036			563 851 036	92 747 462	92 747 462
Eau, Electricité, gaz, et autres sources d'énergie	34 270 306 657		34 270 306 657	26 924 221 075	25 930 631 516			25 930 631 516	93 944 059	93 944 059
Dépenses de communication	8 907 245 477		8 907 245 477	20 039 334 855	19 618 665 653			19 618 665 653	15 907 682 109	15 907 682 109
Loyers et charges locatives	1 366 076 400		1 366 076 400	799 041 271	708 627 540	2 454 000 000		3 162 627 540	273 754 716	2 727 754 716
Frais de transport et de mission	14 711 963 604		14 711 963 604	7 359 010 763	6 932 164 060	871 000 000		7 803 164 060	8 161 619 489	9 032 619 489
Autres achats de fournitures	61 718 762 611		61 718 762 611	14 446 444 621	13 403 848 281	6 289 000 000		19 692 848 281	9 511 520 080	15 800 520 080
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	159 567 236 248	13 000 000 000	172 567 236 248	116 372 604 460	104 632 612 325	53 635 000	20 354 000 000	125 040 247 325	34 646 885 715	55 054 520 715
Equipement et matériel mobiliers	24 210 255 421		24 210 255 421	24 274 180 445	20 356 815 804			20 356 815 804	6 469 973 461	6 469 973 461
Infrastructures routières	41 390 196 395	13 000 000 000	54 390 196 395	23 898 018 202	20 140 532 922		8 800 000 000	28 940 532 922	4 698 565 310	13 498 565 310
Batiments	29 458 797 250		29 458 797 250	11 183 585 472	8 898 699 217	53 635 000		8 952 334 217	3 400 111 875	3 453 746 875
Hydraulique et Electrification	6 970 268 367		6 970 268 367	2 964 737 376	2 015 627 323			2 015 627 323	11 976 400	11 976 400
Autres	57 537 718 815		57 537 718 815	54 052 082 955	53 220 937 059			11 554 000 000	20 066 258 669	31 620 258 669
dont construction 3e pont							6 500 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000
investissement FIMR	10 000 000 000						5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
AUTRES CHARGES COURANTES	47 351 869 640	50 000 000 000	97 351 869 640	2 019 090 833	2 014 090 833	5 382 000 000	25 684 000 000	33 080 090 833	767 013 209	31 833 013 209
dont carburant Forces de Défense et de Sécurité							5 384 000 000	5 384 000 000		5 384 000 000
remboursement de crédits de TVA							20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
TOTAL GENERAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
dont Remboursement service de Dette Publique	821 924 028 166	56 200 000 000	878 124 028 166	292 517 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379	693 678 674 500	693 678 674 500
Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000				32 600 000 000	32 600 000 000		32 600 000 000
Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
Personnel	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 500 000 000	10 235 000 000	49 652 000 000	560 387 000 000	59 887 000 000	59 887 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier		13 000 000 000	13 000 000 000				8 800 000 000	8 800 000 000		8 800 000 000
Construction du 3e pont							6 500 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000
Prise de participation au capital de la BFA							5 950 000 000	5 950 000 000		5 950 000 000
Autres dépenses de fonctionnement	295 599 000 000						5 384 000 000	5 384 000 000		5 384 000 000
Investissement FIMR	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
Dépenses de sortie de crise					45 000 000 000	42 760 864 836	8 911 000 000	96 671 864 836		51 671 864 836

ANNEXE 6 :
EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLÉE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin septembre 2009)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
Service de la dette publique	821 924 028 166	56 200 000 000	878 124 028 166	277 617 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379	97 476 017 000	791 154 691 500
- Dette publique intérieure	420 944 917 111	56 200 000 000	477 144 917 111	75 439 074 536	75 408 722 663		677 116 837 500	752 525 560 163	28 627 630 000	705 744 467 500
- Dette publique extérieure	400 979 111 055		400 979 111 055	202 178 339 216	160 168 339 216		16 561 837 000	176 730 176 216	68 848 387 000	85 410 224 000
Services généraux des administrations publiques	414 718 524 036	91 537 000 000	506 255 524 036	295 378 841 665	283 899 005 809	35 258 667 907	118 797 000 000	437 954 673 716	183 724 818 521	337 780 486 428
Institutions	102 678 829 237		102 678 829 237	61 683 760 550	60 715 047 707	4 428 031 557		65 143 079 264	49 868 379 825	54 296 411 382
- Organismes législatifs (Assemblée)	11 084 878 744		11 084 878 744	10 554 289 478	10 545 009 158			10 545 009 158	7 970 162 000	7 970 162 000
- Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	79 651 636 053		79 651 636 053	42 456 544 490	42 421 043 205	4 428 031 557		46 849 074 762	34 905 858 923	39 333 890 480
- Autres institutions	11 942 314 440		11 942 314 440	8 672 926 582	7 748 995 344			7 748 995 344	6 992 358 902	6 992 358 902
Services Généraux	312 039 694 799	91 537 000 000	403 576 694 799	233 695 081 115	223 183 958 102	30 830 636 350	118 797 000 000	372 811 594 452	133 856 438 696	283 484 075 046
- Services Economiques et Financiers	62 594 530 786		62 594 530 786	57 009 995 950	51 199 742 940	25 817 648 610		77 017 391 550	34 652 286 801	60 469 935 411
- Autres Services	249 445 164 013	91 537 000 000	340 982 164 013	176 685 085 165	171 984 215 162	5 012 987 740	118 797 000 000	295 794 202 902	99 204 151 895	223 014 139 635
dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000				32 600 000 000	32 600 000 000		32 600 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
Défense	185 418 690 638		185 418 690 638	92 669 112 851	79 022 784 510	31 630 800 000	4 000 000 000	114 653 584 510	87 249 355 251	122 880 155 251
Services Sociaux	8 497 719 108		8 497 719 108	1 582 445 212	1 418 814 673			1 418 814 673	814 805 788	814 805 788
Services militaires	73 937 689 853		73 937 689 853	33 819 507 959	21 425 424 085	20 225 936 693	4 000 000 000	45 651 360 778	52 191 698 018	76 417 634 711
Services de gendarmerie	41 691 480 536		41 691 480 536	25 803 559 544	25 636 674 169	11 404 863 307		37 041 537 476	25 269 229 629	36 674 092 936
Autres Affaires Militaires	61 291 801 141		61 291 801 141	31 463 600 136	30 541 871 583			30 541 871 583	8 973 621 816	8 973 621 816
dont baux administratifs	9 500 000 000		9 500 000 000	7 755 819 543	7 755 819 543			7 755 819 543	7 755 819 543	7 755 819 543
primes de front	26 400 000 000		26 400 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000			14 000 000 000		14 000 000 000
Ordre et Sécurité	107 406 335 810		107 406 335 810	77 480 518 141	60 633 365 457	6 090 966 034		66 724 331 491	55 727 863 927	61 818 829 961
Service de Police	86 236 202 681		86 236 202 681	61 696 846 265	47 519 775 777	5 709 264 450		53 229 040 227	43 982 469 325	49 691 733 775
Services judiciaires	19 318 204 089		19 318 204 089	14 236 548 818	12 374 690 457	381 701 584		12 756 392 041	11 621 255 755	12 002 957 339
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	1 851 929 040		1 851 929 040	1 547 123 058	738 899 223			738 899 223	124 138 847	124 138 847
Affaires Économiques	95 004 719 754	10 000 000 000	105 004 719 754	74 222 407 896	67 904 289 102	384 880 491	41 504 000 000	109 793 169 593	49 498 061 654	91 386 942 145
Activités Végétales et Halieutiques	44 910 652 963		44 910 652 963	29 737 549 287	25 149 551 962	39 858 400	5 054 000 000	30 243 410 362	21 798 868 808	26 892 727 208
- Agriculture	38 965 481 667		38 965 481 667	24 745 889 459	21 717 004 729	5 208 400	5 054 000 000	26 776 213 129	19 057 889 955	24 117 098 355
- Elevage	5 945 171 296		5 945 171 296	4 991 859 828	3 432 547 233	34 650 000		3 467 197 233	2 740 978 853	2 775 628 853
Activités Minières et Énergétiques	1 055 596 468	10 000 000 000	11 055 596 468	687 848 552	520 308 428		36 450 000 000	36 970 308 428	421 505 584	36 871 505 584
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
Activités de transport et télécommunication	24 247 233 645		24 247 233 645	20 871 080 879	20 328 249 740	159 919 166		20 488 168 906	9 801 446 523	9 961 365 689
Activités Industrielles et autres Services	24 791 236 678		24 791 236 678	22 925 929 178	21 906 178 972	185 102 925		22 091 281 897	17 476 240 739	17 661 343 664
Protection de l'environnement	15 427 709 941		15 427 709 941	11 667 708 338	10 709 039 019			10 709 039 019	10 170 242 676	10 170 242 676
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	13 449 311 941		13 449 311 941	9 830 839 384	9 715 269 564			9 715 269 564	9 515 561 747	9 515 561 747
Protection faune et flore	1 978 398 000		1 978 398 000	1 836 868 954	993 769 455			993 769 455	654 680 929	654 680 929
Logement et Equipements Collectifs	141 389 717 419	13 000 000 000	154 389 717 419	126 521 506 376	118 442 165 764		15 300 000 000	133 742 165 764	35 837 950 378	51 137 950 378
Alimentation en eau	5 286 125 000		5 286 125 000	2 736 938 215	2 488 056 565			2 488 056 565	898 436 000	898 436 000
Electrification	34 636 611 721		34 636 611 721	36 800 965 492	36 649 143 114			36 649 143 114	6 386 508 480	6 386 508 480
Infrastructures routières	54 317 885 459	13 000 000 000	67 317 885 459	50 114 553 938	46 366 512 907		8 800 000 000	55 166 512 907	9 200 600 229	18 000 600 229
Batiments administratifs et logements	10 108 805 464		10 108 805 464	6 542 082 421	6 045 184 365			6 045 184 365	3 077 194 553	3 077 194 553
Equipements des Collectivités Territoriales	12 193 142 520		12 193 142 520	11 482 715 395	11 052 899 395			11 052 899 395	9 309 599 395	9 309 599 395
Autres	24 847 147 255		24 847 147 255	18 844 250 915	15 840 369 418		6 500 000 000	22 340 369 418	6 965 611 721	13 465 611 721
dont dépenses de personnel	4 329 522 010		4 329 522 010	2 972 621 678	2 972 621 678			2 972 621 678	2 962 741 118	2 962 741 118
Construction 3e pont							6 500 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000

ANNEXE 6 (Suite et fin) :
EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS
(Situation à fin septembre 2009)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
Santé	118 712 871 483		118 712 871 483	79 562 943 179	73 658 924 414	1 179 803 298		74 838 727 712	62 380 514 790	63 560 318 088
Médicaments et matériels biomédicaux	9 640 526 095	9 238 517 178	4 991 651 424	4 991 651 424	3 348 435 197	95 810 373		3 444 245 570	2 141 113 160	2 236 923 533
Services de santé de base et secondaire	8 925 369 531		8 925 369 531	11 740 454 132	10 180 338 203	88 702 937		10 269 041 140	4 616 796 494	4 705 499 431
Formation Agents de santé	5 824 780 800		5 824 780 800	3 225 128 595	3 143 140 128	57 888 378		3 201 028 506	3 065 407 057	3 123 295 435
CHU, Centres de Santé Spécialisés	33 887 778 089		33 887 778 089	23 884 390 600	23 553 383 601	336 786 667		23 890 170 268	22 132 281 218	22 469 057 885
Autres affaires liées à la santé	60 434 416 968		60 434 416 968	35 721 318 428	33 433 627 285	600 614 942		34 034 242 227	30 424 916 861	31 025 531 803
<i>dont Solde Santé</i>	<i>38 015 901 337</i>		<i>38 015 901 337</i>	<i>25 866 817 780</i>	<i>25 866 817 780</i>			<i>25 866 817 780</i>		
Loisirs, Culture et Culte	35 208 879 477		35 208 879 477	28 697 628 533	25 225 667 987	5 856 677 700		31 082 345 687	14 379 094 280	20 235 771 980
Affaires culturelles	13 759 736 358		13 759 736 358	14 808 898 642	14 086 944 989	214 100 000		14 301 044 989	4 056 928 043	4 271 028 043
Affaires Sportives	8 514 700 000		8 514 700 000	6 399 002 769	4 379 775 592	5 627 777 700		10 007 553 292	3 912 643 037	9 540 420 737
Communication	9 838 127 783		9 838 127 783	5 364 352 961	4 747 678 189	14 800 000		4 762 478 189	4 497 993 201	4 512 793 201
Autres	3 096 315 336		3 096 315 336	2 125 374 161	2 011 269 217			2 011 269 217	1 911 529 999	1 911 529 999
Enseignement, Formation et Recherche	543 850 254 752		543 850 254 752	395 740 981 353	387 277 507 629	582 294 900		387 859 802 529	302 107 749 571	302 690 044 471
Enseignement de base	319 627 007 938		319 627 007 938	208 959 064 340	206 952 711 365	51 796 850		207 004 508 215	191 913 490 141	191 965 286 991
Formation continue des adultes	7 072 734 482		7 072 734 482	5 148 258 745	5 041 697 840	1 146 165		5 042 844 005	4 885 868 020	4 887 014 185
Enseignement Secondaire	41 125 799 871		41 125 799 871	29 221 317 942	27 837 166 626	6 664 602		27 843 831 228	6 125 226 937	6 131 891 540
Enseignement Supérieur	80 491 927 705		80 491 927 705	72 342 484 908	71 194 906 966	343 388 241		71 538 295 207	51 116 314 225	51 459 702 466
Enseignement Technique et Professionnelle	53 355 052 094		53 355 052 094	36 977 056 978	34 621 263 207	133 394 900		34 754 658 107	27 900 500 046	28 033 894 946
Recherche	9 519 600 267		9 519 600 267	9 483 771 134	8 661 778 592	40 611 759		8 702 390 351	6 538 119 893	6 578 731 652
Autres	32 658 132 395		32 658 132 395	33 609 027 306	32 967 983 033	5 292 383		32 973 275 416	13 628 230 309	13 633 522 692
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>		<i>9 900 000 000</i>	<i>7 425 000 000</i>	<i>7 425 000 000</i>			<i>7 425 000 000</i>	<i>4 850 000 000</i>	<i>4 950 000 000</i>
Protection Sociale	50 457 997 844		50 457 997 844	38 723 878 862	35 261 722 313	715 490 000		35 977 212 313	25 444 501 178	26 159 991 178
Protection des enfants et handicapés	13 634 610 282		13 634 610 282	3 500 199 021	3 241 216 811	177 990 000		3 419 206 811	2 225 497 985	2 403 487 985
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	4 554 615 732		4 554 615 732	4 113 279 775	2 384 351 844			2 384 351 844	1 585 485 435	1 585 485 435
Service civique et réinsertion	3 000 000 000		3 000 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000			2 250 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Pension de retraite	25 483 800 000		25 483 800 000	25 488 990 240	25 488 494 740			25 488 494 740	19 111 149 440	19 111 149 440
Autres protection sociale	3 784 971 830		3 784 971 830	3 371 409 826	1 897 658 918	537 500 000		2 435 158 918	1 522 368 318	2 059 868 318
TOTAL GENERAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>114 700 000 000</i>	<i>936 624 028 166</i>	<i>292 517 413 752</i>	<i>235 577 061 879</i>		<i>693 678 674 500</i>	<i>929 255 736 379</i>		<i>693 678 674 500</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>				<i>33 435 700 000</i>	<i>33 435 700 000</i>		<i>33 435 700 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 450 000 000</i>	<i>36 450 000 000</i>		<i>36 450 000 000</i>
<i>Personnel</i>	<i>745 024 266 555</i>		<i>745 024 266 555</i>	<i>514 361 475 637</i>	<i>500 500 000 000</i>	<i>10 235 000 000</i>	<i>49 700 000 000</i>	<i>560 435 000 000</i>		<i>59 935 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>				<i>20 300 000 000</i>	<i>20 300 000 000</i>		<i>20 300 000 000</i>
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		<i>13 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>				<i>8 800 000 000</i>	<i>8 800 000 000</i>		<i>8 800 000 000</i>
<i>Construction du 3e pont</i>							<i>6 500 000 000</i>	<i>6 500 000 000</i>		<i>6 500 000 000</i>
<i>Prise de participation au capital de la BFA</i>							<i>5 950 000 000</i>	<i>5 950 000 000</i>		<i>5 950 000 000</i>
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	<i>295 599 000 000</i>		<i>295 599 000 000</i>				<i>5 384 000 000</i>	<i>5 384 000 000</i>		<i>5 384 000 000</i>
<i>Investissement FIMR</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>				<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>		<i>5 054 000 000</i>
<i>Dépenses de sortie de crise</i>					<i>45 000 000 000</i>	<i>42 761 000 000</i>	<i>8 911 000 000</i>	<i>96 672 000 000</i>		<i>51 672 000 000</i>

ANNEXE 7 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS
(Situation à fin septembre 2009)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution Mandats visés CF (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en reglement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
01 REPRESENTATION NATIONALE	11 084 878 744		11 084 878 744	10 554 289 478	8 044 015 658			8 044 015 658	7 970 162 000	7 970 162 000
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	50 993 109 237		50 993 109 237	44 871 379 841	40 996 379 841	118 000 000		41 114 379 841	29 946 411 523	30 064 411 523
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 734 050 577		3 734 050 577	3 156 853 603	2 510 382 496			2 510 382 496	2 442 618 292	2 442 618 292
05 GRANDE CHANCELLERIE	609 902 054		609 902 054	457 488 984	386 918 919			386 918 919	381 454 588	381 454 588
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	17 496 435 016		17 496 435 016	14 661 240 460	14 523 327 242	4 310 031 557		18 833 358 799	9 790 281 277	14 100 312 834
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 042 731 312		1 042 731 312	537 646 636	534 183 565			534 183 565	519 912 500	519 912 500
08 MEDIATURE	373 887 383		373 887 383	283 031 336	256 748 261			256 748 261	182 645 009	182 645 009
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	14 349 709 192		14 349 709 192	11 034 065 610	10 487 382 277			10 487 382 277	5 305 546 826	5 305 546 826
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 162 336 310 611	157 737 000 000	1 320 073 310 611	477 121 439 596	425 346 911 107	20 829 160 210	817 529 674 500	1 263 705 745 817	209 381 981 624	1 047 740 816 334
<i>dont Service de la Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>56 200 000 000</i>	<i>878 124 028 166</i>	<i>292 517 413 752</i>	<i>235 577 061 879</i>		<i>929 278 674 500</i>	<i>1 164 855 736 379</i>	<i>97 476 017 000</i>	<i>1 026 754 691 500</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>					<i>5 054 000 000</i>		<i>5 054 000 000</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>				<i>32 600 000 000</i>	<i>33 435 700 000</i>		<i>33 435 700 000</i>
14 MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE	28 101 192 086		28 101 192 086	33 552 114 655	33 015 686 918		36 450 000 000	69 465 686 918	7 352 713 318	43 802 713 318
15 MINISTERE DE L'INTERIEUR	132 589 491 707		132 589 491 707	92 076 665 338	76 776 924 374	5 709 264 450		82 486 188 824	71 128 106 529	76 837 370 979
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI	15 122 804 097		15 122 804 097	9 604 312 520	8 827 536 202	3 884 292 300		12 711 828 502	7 452 108 640	11 336 400 940
17 MINISTERE DE LE JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	22 149 653 129		22 149 653 129	16 517 078 076	13 846 995 880	381 701 584		14 228 697 464	11 822 839 602	12 204 541 186
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	29 720 239 667		29 720 239 667	25 174 252 570	22 152 840 465	5 208 400		22 158 048 865	19 381 362 707	19 386 571 107
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	16 839 555 328		16 839 555 328	11 872 000 043	10 346 991 324			10 346 991 324	6 578 345 211	6 578 345 211
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPEMENT	8 769 190 543		8 769 190 543	8 974 099 595	6 364 762 006	4 988 488 400		11 353 250 406	1 257 431 544	6 245 919 944
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	93 536 669 675	13 000 000 000	106 536 669 675	82 606 460 894	78 047 645 912		15 300 000 000	93 347 645 912	27 147 410 732	42 447 410 732
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	368 643 918 875		368 643 918 875	253 745 092 181	249 608 962 527	64 900 000		249 673 862 527	198 883 909 564	198 948 809 564
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	107 765 072 853		107 765 072 853	70 702 482 824	65 276 705 183	1 104 803 298		66 381 508 481	61 305 012 877	62 409 816 175
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	49 749 147 991		49 749 147 991	40 112 045 728	39 251 581 932	464 350 900		39 715 932 832	27 763 131 331	28 227 482 231
26 MINISTERE DE LA DEFENSE	155 178 690 638		155 178 690 638	97 628 733 772	95 893 351 024	31 630 800 000	4 000 000 000	131 524 151 024	86 676 130 251	122 306 930 251
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	10 346 800 588		10 346 800 588	5 438 278 588	4 774 238 240	14 800 000		4 789 038 240	4 401 776 551	4 416 576 551

ANNEXE 7 (Suite et fin) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(Situation à fin septembre 2009)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	12 787 679 941		12 787 679 941	8 659 829 461	7 697 382 928			7 697 382 928	7 151 572 553	7 151 572 553
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	104 081 113 422		104 081 113 422	90 107 683 530	88 105 013 023	384 000 000		88 489 013 023	66 746 051 741	67 130 051 741
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	39 852 076 521		39 852 076 521	25 272 103 301	22 911 759 596	133 394 900		23 045 154 496	16 183 423 990	16 316 818 890
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	5 356 494 835		5 356 494 835	4 107 445 792	3 476 034 010	214 100 000		3 690 134 010	3 001 426 197	3 215 526 197
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	5 100 145 617		5 100 145 617	4 668 640 372	4 264 765 699			4 264 765 699	2 417 834 381	2 417 834 381
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ	3 830 263 758		3 830 263 758	3 106 587 566	2 806 258 815	107 803 725		2 914 062 540	1 954 139 028	2 061 942 753
39 MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1 691 523 245		1 691 523 245	1 264 913 168	1 047 811 325	7 799 200		1 055 610 525	870 049 360	877 848 560
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	4 933 158 645		4 933 158 645	3 627 462 868	3 027 962 502	159 919 166		3 187 881 668	2 704 456 773	2 864 375 939
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES	10 763 336 461		10 763 336 461	8 492 723 226	6 764 418 595	177 990 000		6 942 408 595	5 944 742 788	6 122 732 788
45 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 706 525 921		1 706 525 921	1 538 108 688	508 103 326	349 500 000		857 603 326	553 405 581	902 905 581
46 MINISTÈRE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	5 008 151 775		5 008 151 775	9 040 381 344	8 477 118 701	75 000 000		8 552 118 701	1 066 240 906	1 141 240 906
47 COUR SUPRÊME	3 302 488 142		3 302 488 142	2 747 149 644	2 389 287 632			2 389 287 632	2 014 408 195	2 014 408 195
48 MINISTÈRE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	3 859 081 820		3 859 081 820	2 789 835 606	2 645 541 159			2 645 541 159	1 831 224 406	1 831 224 406
51 MINISTÈRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIÉUTIQUES	6 762 255 296		6 762 255 296	5 809 793 090	4 228 044 387	34 650 000		4 262 694 387	3 555 512 853	3 590 162 853
60 MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 145 069 701		1 145 069 701	689 797 318	533 185 910	46 420 000		579 605 910	452 655 875	499 075 875
61 MINISTÈRE DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	3 510 336 823		3 510 336 823	1 723 887 061	663 505 908	617 924 540		1 281 430 448	513 764 638	1 131 689 178
68 PARQUET GÉNÉRAL	704 261 000		704 261 000	424 033 250	424 033 250			424 033 250	424 033 250	424 033 250
70 MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA REINSERTION	809 039 758		809 039 758	844 026 270	676 518 358	69 500 000		746 018 358	464 687 856	534 187 856
71 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS	11 790 915 336		11 790 915 336	8 586 022 299	6 188 090 528	5 627 777 700		11 815 868 228	5 829 219 036	11 456 996 736
72 MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITÉ URBAINE	1 992 370 000		1 992 370 000	4 101 464 764	3 506 226 878	188 000 000		3 694 226 878	3 246 027 323	3 434 027 323
TOTAL GÉNÉRAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	292 517 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379		693 678 674 500
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000				33 435 700 000	33 435 700 000		33 435 700 000
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
<i>Personnel</i>	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 500 000 000	10 235 000 000	49 652 000 000	560 387 000 000		59 887 000 000
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		50 000 000 000	50 000 000 000				20 300 000 000	20 300 000 000		20 300 000 000
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		13 000 000 000	13 000 000 000				8 800 000 000	8 800 000 000		8 800 000 000
<i>Construction du 3e pont</i>							6 500 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000
<i>Prise de participation au capital de la BFA</i>							5 950 000 000	5 950 000 000		5 950 000 000
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	295 599 000 000						5 384 000 000	5 384 000 000		5 384 000 000
<i>Investissement FIMR</i>	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
<i>Dépenses de sortie de crise</i>					45 000 000 000	42 761 000 000	8 911 000 000	96 672 000 000		51 672 000 000

ANNEXE 8 :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
01 REPRESENTATION NATIONALE	11 084 878 744		11 084 878 744	10 554 289 478	8 044 015 658			8 044 015 658	7 970 162 000	7 970 162 000
Equipements collectifs	250 000 000		250 000 000	125 000 000	125 000 000			125 000 000	125 000 000	125 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	684 363 000		684 363 000	342 181 500	342 181 500			342 181 500	342 181 500	342 181 500
Dépenses de personnel	10 003 974 000		10 003 974 000	10 003 974 000	7 502 980 500			7 502 980 500	7 502 980 500	7 502 980 500
Achats de biens et services	146 541 744		146 541 744	83 133 978	73 853 658			73 853 658		
Autres charges courantes										
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	50 993 109 237		50 993 109 237	44 871 379 841	40 996 379 841	118 000 000		41 114 379 841	29 946 411 523	30 064 411 523
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	22 680 000 000		22 680 000 000	21 018 512 055	21 018 512 055	118 000 000		21 136 512 055	11 839 133 000	11 957 133 000
Dépenses de personnel	16 181 795 704		16 181 795 704	15 649 278 523	11 774 278 523			11 774 278 523	11 774 278 523	11 774 278 523
Achats de biens et services	12 131 313 533		12 131 313 533	8 203 589 263	8 203 589 263			8 203 589 263	6 333 000 000	6 333 000 000
Autres charges courantes										
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 734 050 577		3 734 050 577	3 156 853 603	2 510 382 496			2 510 382 496	2 442 618 292	2 442 618 292
Equipements collectifs	100 000 000		100 000 000	50 000 000	50 000 000			50 000 000	50 000 000	50 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	792 854 650		792 854 650	353 399 461	353 399 461			353 399 461	342 411 727	342 411 727
Dépenses de personnel	2 689 164 309		2 689 164 309	2 689 164 309	2 050 206 565			2 050 206 565	2 050 206 565	2 050 206 565
Achats de biens et services	152 031 618		152 031 618	64 289 833	56 776 470			56 776 470		
Autres charges courantes										
05 GRANDE CHANCELLERIE	609 902 054		609 902 054	457 488 984	386 918 919			386 918 919	381 454 588	381 454 588
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	234 540 249		234 540 249	122 270 124	122 270 124			122 270 124	122 270 124	122 270 124
Dépenses de personnel	360 491 340		360 491 340	327 471 464	259 184 464			259 184 464	259 184 464	259 184 464
Achats de biens et services	14 870 465		14 870 465	7 747 396	5 464 331			5 464 331		
Autres charges courantes										
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	17 496 435 016		17 496 435 016	14 661 240 460	14 523 327 242	4 310 031 557		18 833 358 799	9 790 281 277	14 100 312 834
Equipements collectifs	345 000 000		345 000 000	284 241 357	281 203 808			281 203 808	78 924 636	78 924 636
Transferts et interventions de l'Etat	11 421 185 765		11 421 185 765	10 131 537 181	10 131 537 181	4 310 031 557		14 441 568 738	6 285 254 383	10 595 285 940
Dépenses de personnel	4 427 540 916		4 427 540 916	3 043 038 886	2 976 378 160			2 976 378 160	2 976 378 160	2 976 378 160
Achats de biens et services	1 302 708 335		1 302 708 335	1 202 423 036	1 134 208 093			1 134 208 093	449 724 098	449 724 098
Autres charges courantes										
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 042 731 312		1 042 731 312	537 646 636	534 183 565			534 183 565	519 912 500	519 912 500
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	161 500 000		161 500 000	94 687 500	94 687 500			94 687 500	94 687 500	94 687 500
Dépenses de personnel	850 450 000		850 450 000	425 225 000	425 225 000			425 225 000	425 225 000	425 225 000
Achats de biens et services	30 781 312		30 781 312	17 734 136	14 271 065			14 271 065		
Autres charges courantes										

ANNEXE 8 (Suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
 (Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
08 MEDIATURE	373 887 383		373 887 383	283 031 336	256 748 261			256 748 261	182 645 009	182 645 009
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	264 512 340		264 512 340	185 162 000	185 162 000			185 162 000	123 895 009	123 895 009
Dépenses de personnel	85 000 000		85 000 000	85 000 000	58 750 000			58 750 000	58 750 000	58 750 000
Achats de biens et services	24 375 043		24 375 043	12 869 336	12 836 261			12 836 261		
Autres charges courantes										
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	14 349 709 192		14 349 709 192	11 034 065 610	10 487 382 277			10 487 382 277	5 305 546 826	5 305 546 826
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	11 813 000 000		11 813 000 000	9 146 300 000	9 146 300 000			9 146 300 000	4 047 830 159	4 047 830 159
Dépenses de personnel	1 405 400 000		1 405 400 000	1 804 400 000	1 257 716 667			1 257 716 667	1 257 716 667	1 257 716 667
Achats de biens et services	1 131 309 192		1 131 309 192	83 365 610	83 365 610			83 365 610		
Autres charges courantes										
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 162 336 310 611	157 737 000 000	1 320 073 310 611	477 121 439 596	425 346 911 107	20 829 160 210	817 529 674 500	1 263 705 745 817	209 381 981 624	#####
Dette Publique	821 924 028 166	56 200 000 000	878 124 028 166	292 517 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379	97 476 017 000	791 154 691 500
Equipements collectifs	30 418 084 793		30 418 084 793	17 801 625 725	17 248 302 187		5 054 000 000	22 302 302 187	12 451 935 354	17 505 935 354
Transferts et interventions de l'Etat	154 469 207 395	51 537 000 000	206 006 207 395	53 043 589 231	67 243 457 692	23 444 121 558	47 461 000 000	138 148 579 250	42 325 947 202	113 231 068 760
Dépenses de personnel	36 841 879 571		36 841 879 571	27 642 141 830	24 533 942 216		45 652 000 000	70 185 942 216	24 533 942 216	70 185 942 216
Achats de biens et services	86 312 651 046		86 312 651 046	84 735 039 391	79 362 517 466	-7 996 961 348		71 365 556 118	31 827 494 810	23 830 533 462
Autres charges courantes	32 370 459 640	50 000 000 000	82 370 459 640	1 381 629 667	1 381 629 667	5 382 000 000	25 684 000 000	32 447 629 667	766 645 042	31 832 645 042
14 MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE	28 101 192 086		28 101 192 086	33 552 114 655	33 015 686 918		36 450 000 000	69 465 686 918	7 352 713 318	43 802 713 318
Equipements collectifs	834 414 000		834 414 000	633 621 116	498 091 615			498 091 615	18 336 912	18 336 912
Transferts et interventions de l'Etat	25 294 610 000		25 294 610 000	31 494 610 000	31 494 610 000		36 450 000 000	67 944 610 000	6 494 610 000	42 944 610 000
Dépenses de personnel	1 279 945 618		1 279 945 618	950 073 106	718 673 106			718 673 106	718 673 106	718 673 106
Achats de biens et services	692 222 468		692 222 468	473 810 433	304 312 197			304 312 197	121 093 300	121 093 300
Autres charges courantes										
15 MINISTERE DE L'INTERIEUR	132 589 491 707		132 589 491 707	92 076 665 338	76 776 924 374	5 709 264 450		82 486 188 824	71 128 106 529	76 837 370 979
Equipements collectifs	5 667 978 749		5 667 978 749	1 921 760 536	1 405 400 924			1 405 400 924	429 710 390	429 710 390
Transferts et interventions de l'Etat	17 630 985 000		17 630 985 000	13 252 273 750	13 252 273 750	1 966 112 543		15 218 386 293	11 778 833 750	13 744 946 293
Dépenses de personnel	87 776 006 676		87 776 006 676	56 908 298 151	56 721 772 650			56 721 772 650	56 721 772 650	56 721 772 650
Achats de biens et services	21 514 511 282		21 514 511 282	19 994 332 901	5 397 477 050	3 743 151 907		9 140 628 957	2 197 789 739	5 940 941 646
Autres charges courantes	10 000		10 000							

ANNEXE 8 (Suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
 (Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en FCFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI	15 122 804 097		15 122 804 097	9 604 312 520	8 827 536 202	3 884 292 300		12 711 828 502	7 452 108 640	11 336 400 940
Equipements collectifs	263 700 000		263 700 000	96 604 375	66 928 249			66 928 249	20 665 620	20 665 620
Transferts et interventions de l'Etat	1 950 499 000		1 950 499 000	2 223 717 750	2 068 028 402	375 527 189		2 443 555 591	1 306 028 402	1 681 555 591
Dépenses de personnel	7 949 680 008		7 949 680 008	6 382 496 179	5 986 401 866			5 986 401 866	5 986 401 866	5 986 401 866
Achats de biens et services	4 958 925 089		4 958 925 089	901 494 216	706 177 685	3 508 765 111		4 214 942 796	139 012 752	3 647 777 863
Autres charges courantes										
17 MINISTERE DE LE JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	22 149 653 129		22 149 653 129	16 517 078 076	13 846 995 880	381 701 584		14 228 697 464	11 822 839 602	12 204 541 186
Equipements collectifs	1 165 864 883		1 165 864 883	1 301 973 430	263 316 801			263 316 801	9 559 170	9 559 170
Transferts et interventions de l'Etat	1 544 455 000		1 544 455 000	1 129 565 000	1 129 565 000	36 902 301		1 166 467 301	459 186 250	496 088 551
Dépenses de personnel	15 848 804 151		15 848 804 151	11 109 555 102	11 109 555 102			11 109 555 102	11 109 555 102	11 109 555 102
Achats de biens et services	3 590 529 095		3 590 529 095	2 975 984 544	1 344 558 977	344 799 283		1 689 358 260	244 539 080	589 338 363
Autres charges courantes										
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	29 720 239 667		29 720 239 667	25 174 252 570	22 152 840 465	5 208 400		22 158 048 865	19 381 362 707	19 386 571 107
Equipements collectifs	4 166 169 837		4 166 169 837	1 019 913 900	187 754 558			187 754 558	57 269 421	57 269 421
Transferts et interventions de l'Etat	17 375 138 002		17 375 138 002	16 770 106 864	16 751 331 864	503 540		16 751 835 404	14 829 673 364	14 830 176 904
Dépenses de personnel	4 837 779 528		4 837 779 528	3 575 543 322	3 525 642 198			3 525 642 198	3 525 642 198	3 525 642 198
Achats de biens et services	3 337 652 300		3 337 652 300	3 808 688 484	1 688 111 845	4 704 860		1 692 816 705	968 777 724	973 482 584
Autres charges courantes	3 500 000		3 500 000							
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	16 839 555 328		16 839 555 328	11 872 000 043	10 346 991 324			10 346 991 324	6 578 345 211	6 578 345 211
Equipements collectifs	3 592 100 000		3 592 100 000	455 687 468	202 235 865			202 235 865	103 331 192	103 331 192
Transferts et interventions de l'Etat	2 340 017 840		2 340 017 840	2 032 193 052	2 032 193 052			2 032 193 052	1 607 420 735	1 607 420 735
Dépenses de personnel	2 076 628 808		2 076 628 808	1 682 397 142	1 518 147 142			1 518 147 142	1 518 147 142	1 518 147 142
Achats de biens et services	8 830 808 680		8 830 808 680	7 669 629 382	6 562 322 266			6 562 322 266	3 349 446 142	3 349 446 142
Autres charges courantes				32 092 999	32 092 999			32 092 999		
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPEMENT	8 769 190 543		8 769 190 543	8 974 099 595	6 364 762 006	4 988 488 400		11 353 250 406	1 257 431 544	6 245 919 944
Equipements collectifs	217 110 000		217 110 000	170 769 028	231 059 545			231 059 545	44 314 167	44 314 167
Transferts et interventions de l'Etat	6 251 690 000		6 251 690 000	6 073 440 000	5 046 940 000	482 279 108		5 529 219 108	500 250 000	982 529 108
Dépenses de personnel	1 050 228 175		1 050 228 175	1 012 284 718	624 389 718			624 389 718	624 389 718	624 389 718
Achats de biens et services	1 250 162 368		1 250 162 368	1 717 605 849	462 372 743	4 506 209 292		4 968 582 035	88 477 659	4 594 686 951
Autres charges courantes										
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	93 536 669 675	13 000 000 000	106 536 669 675	82 606 460 894	78 047 645 912		15 300 000 000	93 347 645 912	27 147 410 732	42 447 410 732
Equipements collectifs	69 175 288 760	13 000 000 000	82 175 288 760	62 464 960 959	58 424 260 886		15 300 000 000	73 724 260 886	10 531 969 231	25 831 969 231
Transferts et interventions de l'Etat	17 414 015 520		17 414 015 520	16 247 626 145	15 817 810 145			15 817 810 145	13 984 768 895	13 984 768 895
Dépenses de personnel	1 727 347 584		1 727 347 584	1 161 551 430	1 161 551 430			1 161 551 430	1 161 551 430	1 161 551 430
Achats de biens et services	5 220 017 811		5 220 017 811	2 732 322 360	2 644 023 451			2 644 023 451	1 469 121 176	1 469 121 176
Autres charges courantes										

ANNEXE 8 (Suite) :

EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES

(Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
22 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	368 643 918 875		368 643 918 875	253 745 092 181	249 608 962 527	64 900 000		249 673 862 527	198 883 909 564	198 948 809 564
Equipements collectifs	12 528 654 419		12 528 654 419	12 482 821 207	11 972 582 931			11 972 582 931	4 075 864 890	4 075 864 890
Transferts et interventions de l'Etat	42 598 580 318		42 598 580 318	42 403 449 870	42 314 927 870	6 274 429		42 321 202 299	7 077 977 872	7 084 252 301
Dépenses de personnel	285 887 732 949		285 887 732 949	180 007 665 018	179 750 463 018			179 750 463 018	179 750 463 018	179 750 463 018
Achats de biens et services	23 628 951 189		23 628 951 189	18 851 156 086	15 570 988 708	58 625 571		15 629 614 279	7 979 603 784	8 038 229 355
Autres charges courantes	4 000 000 000		4 000 000 000							
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE	107 765 072 853		107 765 072 853	70 702 482 824	65 276 705 183	1 104 803 298		66 381 508 481	61 305 012 877	62 409 816 175
Equipements collectifs	7 090 849 544		7 090 849 544	2 704 141 003	1 576 095 626			1 576 095 626	657 146 536	657 146 536
Transferts et interventions de l'Etat	29 050 077 870		29 050 077 870	20 386 072 702	20 243 104 647	106 810 622		20 349 915 269	19 621 764 982	19 728 575 604
Dépenses de personnel	50 810 124 982		50 810 124 982	35 417 935 834	35 410 752 503			35 410 752 503	35 410 752 503	35 410 752 503
Achats de biens et services	16 814 020 457		16 814 020 457	12 194 333 285	8 046 752 407	997 992 676		9 044 745 083	5 615 348 856	6 613 341 532
Autres charges courantes	4 000 000 000		4 000 000 000							
25 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	49 749 147 991		49 749 147 991	40 112 045 728	39 251 581 932	464 350 900		39 715 932 832	27 763 131 331	28 227 482 231
Equipements collectifs	3 769 500 000		3 769 500 000	3 224 638 574	3 069 980 395			3 069 980 395	2 066 349 400	2 066 349 400
Transferts et interventions de l'Etat	18 525 348 413		18 525 348 413	12 584 086 252	12 248 047 610	44 892 705		12 292 940 315	2 064 247 810	2 109 140 515
Dépenses de personnel	26 178 089 467		26 178 089 467	22 900 973 762	22 743 309 762			22 743 309 762	22 743 309 762	22 743 309 762
Achats de biens et services	1 276 210 111		1 276 210 111	1 402 347 140	1 190 244 165	419 458 195		1 609 702 360	889 224 359	1 308 682 554
Autres charges courantes										
26 MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	155 178 690 638		155 178 690 638	97 628 733 772	95 893 351 024	31 630 800 000	4 000 000 000	131 524 151 024	86 676 130 251	122 306 930 251
Equipements collectifs	3 900 994 714		3 900 994 714	2 927 554 527	2 657 915 817	53 635 000		2 711 550 817	188 207 726	241 842 726
Transferts et interventions de l'Etat	3 736 780 000		3 736 780 000	1 920 027 124	1 866 114 231	7 471 165 000		9 337 279 231	360 278 231	7 831 443 231
Dépenses de personnel	97 005 645 263		97 005 645 263	59 935 838 753	59 905 838 753	10 235 000 000	4 000 000 000	74 140 838 753	59 905 838 753	74 140 838 753
Achats de biens et services	50 535 270 661		50 535 270 661	32 845 313 368	31 463 482 223	13 871 000 000		45 334 482 223	26 221 805 541	40 092 805 541
Autres charges courantes										
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	10 346 800 588		10 346 800 588	5 438 278 588	4 774 238 240	14 800 000		4 789 038 240	4 401 776 551	4 416 576 551
Equipements collectifs	3 497 610 536		3 497 610 536	1 652 682 778	1 613 845 098			1 613 845 098	1 582 256 645	1 582 256 645
Transferts et interventions de l'Etat	4 097 787 550		4 097 787 550	2 165 451 221	1 991 217 822	1 430 840		1 992 648 662	1 826 681 350	1 828 112 190
Dépenses de personnel	2 156 387 767		2 156 387 767	877 763 588	703 202 989			703 202 989	703 202 989	703 202 989
Achats de biens et services	595 014 735		595 014 735	742 381 001	465 972 331	13 369 160		479 341 491	289 635 567	303 004 727
Autres charges courantes										
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORÊTS	12 787 679 941		12 787 679 941	8 659 829 461	7 697 382 928			7 697 382 928	7 151 572 553	7 151 572 553
Equipements collectifs	490 955 479		490 955 479	391 145 947	289 749 378			289 749 378	66 761 352	66 761 352
Transferts et interventions de l'Etat	2 011 849 000		2 011 849 000	1 119 411 228	1 119 411 228			1 119 411 228	1 119 411 228	1 119 411 228
Dépenses de personnel	8 783 124 012		8 783 124 012	5 846 375 016	5 763 375 016			5 763 375 016	5 763 375 016	5 763 375 016
Achats de biens et services	1 501 751 450		1 501 751 450	1 302 897 270	524 847 306			524 847 306	202 024 957	202 024 957
Autres charges courantes										
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	104 081 113 422		104 081 113 422	90 107 683 530	88 105 013 023	384 000 000		88 489 013 023	66 746 051 741	67 130 051 741
Equipements collectifs	721 879 582		721 879 582	455 853 345	261 368 933			261 368 933	96 994 609	96 994 609
Transferts et interventions de l'Etat	62 603 868 179		62 603 868 179	53 776 452 792	53 223 455 287	37 124 508		53 260 579 795	34 334 115 767	34 371 240 275
Dépenses de personnel	33 227 775 851		33 227 775 851	32 257 844 387	32 178 850 637			32 178 850 637	32 178 850 637	32 178 850 637
Achats de biens et services	4 527 589 810		4 527 589 810	3 617 533 006	2 441 338 166	346 875 492		2 788 213 658	136 090 728	482 966 220
Autres charges courantes	3 000 000 000		3 000 000 000							

ANNEXE 8 (Suite) :

**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin septembre 2009)**

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
34 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	39 852 076 521		39 852 076 521	25 272 103 301	22 911 759 596	133 394 900		23 045 154 496	16 183 423 990	16 316 818 890
Equipements collectifs	2 161 381 345		2 161 381 345	618 804 387	294 836 570			294 836 570	121 904 121	121 904 121
Transferts et interventions de l'Etat	11 509 283 267		11 509 283 267	9 258 171 624	8 001 776 071	12 896 406		8 014 672 477	2 454 688 071	2 467 584 477
Dépenses de personnel	19 808 795 232		19 808 795 232	13 220 774 983	12 854 553 745			12 854 553 745	12 854 553 745	12 854 553 745
Achats de biens et services	3 372 616 677		3 372 616 677	2 174 352 307	1 760 593 210	120 498 494		1 881 091 704	752 278 053	872 776 547
Autres charges courantes	3 000 000 000		3 000 000 000							
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	5 356 494 835		5 356 494 835	4 107 445 792	3 476 034 010	214 100 000		3 690 134 010	3 001 426 197	3 215 526 197
Equipements collectifs	533 153 000		533 153 000	338 159 446	236 993 472			236 993 472	97 735 837	97 735 837
Transferts et interventions de l'Etat	1 533 858 275		1 533 858 275	1 134 960 400	1 133 960 400	20 698 847		1 154 659 247	1 133 960 400	1 154 659 247
Dépenses de personnel	2 435 426 006		2 435 426 006	1 673 444 674	1 673 444 674			1 673 444 674	1 673 444 674	1 673 444 674
Achats de biens et services	854 057 554		854 057 554	960 881 272	431 635 464	193 401 153		625 036 617	96 285 286	289 686 439
Autres charges courantes										
37 MINISTERE DU COMMERCE	5 100 145 617		5 100 145 617	4 668 640 372	4 264 765 699			4 264 765 699	2 417 834 381	2 417 834 381
Equipements collectifs	980 500 000		980 500 000	1 026 978 615	800 753 216			800 753 216	61 199 539	61 199 539
Transferts et interventions de l'Etat	1 948 330 000		1 948 330 000	1 924 830 000	1 924 830 000			1 924 830 000	1 087 730 000	1 087 730 000
Dépenses de personnel	1 522 377 219		1 522 377 219	1 121 887 285	1 120 413 821			1 120 413 821	1 120 413 821	1 120 413 821
Achats de biens et services	648 938 398		648 938 398	594 944 472	418 768 662			418 768 662	148 491 021	148 491 021
Autres charges courantes										
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	3 830 263 758		3 830 263 758	3 106 587 566	2 806 258 815	107 803 725		2 914 062 540	1 954 139 028	2 061 942 753
Equipements collectifs	167 790 000		167 790 000	174 955 580	124 953 480			124 953 480	14 300 000	14 300 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 945 548 500		1 945 548 500	1 654 591 000	1 623 341 000	10 422 292		1 633 763 292	1 111 202 125	1 121 624 417
Dépenses de personnel	1 051 153 180		1 051 153 180	797 056 664	797 056 664			797 056 664	797 056 664	797 056 664
Achats de biens et services	665 772 078		665 772 078	479 984 322	260 907 671	97 381 433		358 289 104	31 580 239	128 961 672
Autres charges courantes										
39 MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1 691 523 245		1 691 523 245	1 264 913 168	1 047 811 325	7 799 200		1 055 610 525	870 049 360	877 848 560
Equipements collectifs	402 207 730		402 207 730	273 296 013	240 811 190			240 811 190	211 507 730	211 507 730
Transferts et interventions de l'Etat	327 850 410		327 850 410	206 590 660	157 350 000	754 014		158 104 014	157 350 000	158 104 014
Dépenses de personnel	643 586 184		643 586 184	411 769 289	411 769 289			411 769 289	411 769 289	411 769 289
Achats de biens et services	317 878 921		317 878 921	373 257 206	237 880 846	7 045 186		244 926 032	89 422 341	96 467 527
Autres charges courantes										
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	4 933 158 645		4 933 158 645	3 627 462 868	3 027 962 502	159 919 166		3 187 881 668	2 704 456 773	2 864 375 939
Equipements collectifs	633 487 196		633 487 196	369 057 982	113 349 236			113 349 236	14 400 000	14 400 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 400 273 053		1 400 273 053	726 457 053	726 457 053	15 460 730		741 917 783	726 457 053	741 917 783
Dépenses de personnel	2 456 251 429		2 456 251 429	1 900 518 190	1 900 518 190			1 900 518 190	1 900 518 190	1 900 518 190
Achats de biens et services	443 146 967		443 146 967	631 429 643	287 638 023	144 458 435		432 096 459	63 081 530	207 539 966
Autres charges courantes										
42 MINISTERE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES	10 763 336 461		10 763 336 461	8 492 723 226	6 764 418 595	177 990 000		6 942 408 595	5 944 742 788	6 122 732 788
Equipements collectifs	557 908 808		557 908 808	438 008 971	254 450 991			254 450 991	36 787 414	36 787 414
Transferts et interventions de l'Etat	1 556 883 400		1 556 883 400	1 262 653 361	866 763 461	17 207 790		883 971 251	847 793 500	865 001 290
Dépenses de personnel	6 650 007 625		6 650 007 625	4 923 487 833	4 918 528 313			4 918 528 313	4 918 528 313	4 918 528 313
Achats de biens et services	1 998 536 628		1 998 536 628	1 868 573 061	724 675 830	160 782 210		885 458 040	141 633 561	302 415 771
Autres charges courantes										

ANNEXE 8 (Suite) :
EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES
(Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C) = (A) + (B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
45 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 706 525 921		1 706 525 921	1 538 108 688	508 103 326	349 500 000		857 603 326	553 405 581	902 905 581
Equipements collectifs	120 900 000		120 900 000	104 258 779	46 488 901			46 488 901	14 199 985	14 199 985
Transferts et interventions de l'Etat	40 000 000		40 000 000	40 000 000		33 789 103		33 789 103	269 602 798	303 391 901
Dépenses de personnel	350 121 636		350 121 636	269 602 798	269 602 798			269 602 798	269 602 798	269 602 798
Achats de biens et services	1 195 504 285		1 195 504 285	1 124 247 111	192 011 627	315 710 897		507 722 524		315 710 897
Autres charges courantes										
46 MINISTÈRE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	5 008 151 775		5 008 151 775	9 040 381 344	8 477 118 701	75 000 000		8 552 118 701	1 066 240 906	1 141 240 906
Equipements collectifs	74 370 000		74 370 000	39 078 012	26 942 262			26 942 262	8 864 972	8 864 972
Transferts et interventions de l'Etat	3 572 220 000		3 572 220 000	7 894 003 549	7 610 500 471	7 250 880		7 617 751 351	528 525 000	535 775 880
Dépenses de personnel	611 774 016		611 774 016	484 374 451	478 824 451			478 824 451	478 824 451	478 824 451
Achats de biens et services	749 787 759		749 787 759	622 925 332	360 851 517	67 749 120		428 600 637	50 026 483	117 775 603
Autres charges courantes										
47 COUR SUPREME	3 302 488 142		3 302 488 142	2 747 149 644	2 389 287 632			2 389 287 632	2 014 408 195	2 014 408 195
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	1 623 294 095		1 623 294 095	1 274 723 072	1 005 368 072			1 005 368 072	685 534 548	685 534 548
Dépenses de personnel	1 572 618 747		1 572 618 747	1 407 063 647	1 328 873 647			1 328 873 647	1 328 873 647	1 328 873 647
Achats de biens et services	106 575 300		106 575 300	65 362 925	55 045 913			55 045 913		
Autres charges courantes										
48 MINISTÈRE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	3 859 081 820		3 859 081 820	2 789 835 606	2 645 541 159			2 645 541 159	1 831 224 406	1 831 224 406
Equipements collectifs	129 722 000		129 722 000	123 489 020	115 691 200			115 691 200	9 000 000	9 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	2 570 954 400		2 570 954 400	1 803 375 000	1 803 375 000			1 803 375 000	1 725 000 000	1 725 000 000
Dépenses de personnel	99 828 720		99 828 720	84 982 887	84 982 887			84 982 887	84 982 887	84 982 887
Achats de biens et services	181 076 700		181 076 700	177 988 699	41 492 072			41 492 072	12 241 519	12 241 519
Autres charges courantes	877 500 000		877 500 000	600 000 000	600 000 000			600 000 000		
51 MINISTÈRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	6 762 255 296		6 762 255 296	5 809 793 090	4 228 044 387	34 650 000		4 262 694 387	3 555 512 853	3 590 162 853
Equipements collectifs	1 233 954 510		1 233 954 510	1 072 055 041	605 487 752			605 487 752	187 496 039	187 496 039
Transferts et interventions de l'Etat	873 688 586		873 688 586	857 910 857	842 910 857	3 349 907		846 260 764	663 280 677	666 630 584
Dépenses de personnel	2 763 310 075		2 763 310 075	2 035 407 547	2 015 371 389			2 015 371 389	2 015 371 389	2 015 371 389
Achats de biens et services	1 880 902 125		1 880 902 125	1 839 051 478	763 906 222	31 300 093		795 206 315	688 996 581	720 296 674
Autres charges courantes	10 400 000		10 400 000	5 368 167	368 167			368 167	368 167	368 167
60 MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 145 069 701		1 145 069 701	689 797 318	533 185 910	46 420 000		579 605 910	452 655 875	499 075 875
Equipements collectifs	134 500 000		134 500 000	91 299 817	32 799 994			32 799 994	32 799 994	32 799 994
Transferts et interventions de l'Etat	318 621 915		318 621 915	225 000 000	225 000 000	4 487 812		229 487 812	168 750 000	173 237 812
Dépenses de personnel	330 116 912		330 116 912	261 005 891	233 755 891			233 755 891	233 755 891	233 755 891
Achats de biens et services	361 830 874		361 830 874	112 491 610	41 630 025	41 932 188		83 562 213	17 349 990	59 282 178
Autres charges courantes										

ANNEXE 8 (Suite et fin) :

EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES

(Situation à fin septembre 2009)

Ministères (Institutions) et Natures (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
61 MINISTÈRE DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	3 510 336 823		3 510 336 823	1 723 887 061	663 505 908	617 924 540		1 281 430 448	513 764 638	1 131 689 178
Equipements collectifs	1 668 956 363		1 668 956 363	151 082 892	77 808 498			77 808 498	57 007 950	57 007 950
Transferts et interventions de l'Etat	368 000 000		368 000 000	360 000 000		59 739 960		59 739 960		59 739 960
Dépenses de personnel	382 033 608		382 033 608	249 524 897	249 524 897			249 524 897	249 524 897	249 524 897
Achats de biens et services	1 091 346 852		1 091 346 852	963 279 272	336 172 513	558 184 580		894 357 093	207 231 791	765 416 371
Autres charges courantes										
68 PARQUET GÉNÉRAL	704 261 000		704 261 000	424 033 250	424 033 250			424 033 250	424 033 250	424 033 250
Equipements collectifs	50 000 000		50 000 000							
Transferts et interventions de l'Etat	484 761 000		484 761 000	296 908 250	296 908 250			296 908 250	296 908 250	296 908 250
Dépenses de personnel	169 500 000		169 500 000	127 125 000	127 125 000			127 125 000	127 125 000	127 125 000
Achats de biens et services										
Autres charges courantes										
70 MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA REINSERTION	809 039 758		809 039 758	844 026 270	676 518 358	69 500 000		746 018 358	464 687 856	534 187 856
Equipements collectifs				76 519 054						
Transferts et interventions de l'Etat	388 000 000		388 000 000	257 000 000	235 250 000	6 719 149		241 969 149	235 250 000	241 969 149
Dépenses de personnel	132 232 000		132 232 000	132 232 000	132 232 000			132 232 000	132 232 000	132 232 000
Achats de biens et services	288 807 758		288 807 758	378 275 216	309 036 358	62 780 851		371 817 209	97 205 856	159 986 707
Autres charges courantes										
71 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS	11 790 915 336		11 790 915 336	8 586 022 299	6 188 090 528	5 627 777 700		11 815 868 228	5 829 219 036	11 456 996 736
Equipements collectifs	2 361 300 000		2 361 300 000	1 224 586 582	1 153 785 018			1 153 785 018	1 107 993 650	1 107 993 650
Transferts et interventions de l'Etat	3 664 050 000		3 664 050 000	3 423 495 857	1 496 312 500	544 084 579		2 040 397 079	1 261 387 500	1 805 472 079
Dépenses de personnel	3 742 817 287		3 742 817 287	2 843 858 081	2 612 535 843			2 612 535 843	2 612 535 843	2 612 535 843
Achats de biens et services	1 932 748 049		1 932 748 049	1 094 081 779	925 457 167	5 083 693 121		6 009 150 288	847 302 043	5 930 995 164
Autres charges courantes	90 000 000		90 000 000							
72 MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITÉ URBAINE	1 992 370 000		1 992 370 000	4 101 464 764	3 506 226 878	188 000 000		3 694 226 878	3 246 027 323	3 434 027 323
Equipements collectifs	160 950 000		160 950 000	85 978 984	82 367 929			82 367 929	17 091 233	17 091 233
Transferts et interventions de l'Etat	265 500 000		265 500 000	2 599 875 000	2 596 875 000	18 175 540		2 615 050 540	2 596 875 000	2 615 050 540
Dépenses de personnel	861 320 000		861 320 000	721 070 000	570 910 000			570 910 000	570 910 000	570 910 000
Achats de biens et services	704 600 000		704 600 000	694 540 780	256 073 949	169 824 460		425 898 409	61 151 090	230 975 550
Autres charges courantes										
TOTAL GÉNÉRAL	2 529 519 729 320	170 737 000 000	2 700 256 729 320	1 498 282 940 946	1 377 611 533 883	81 699 580 330	873 279 674 500	2 332 590 788 713	923 996 169 226	1 878 975 424 056
dont Remboursement service de Dette Publique	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	292 517 413 752	235 577 061 879		693 678 674 500	929 255 736 379		693 678 674 500
Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000				33 435 700 000	33 435 700 000		33 435 700 000
Subvention / Reversement TVA au Secteur Électricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 450 000 000	36 450 000 000		36 450 000 000
Personnel	745 024 266 555		745 024 266 555	514 361 475 637	500 500 000 000	10 235 000 000		49 652 000 000	560 387 000 000	59 887 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000					20 300 000 000	20 300 000 000	20 300 000 000
Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier		13 000 000 000	13 000 000 000					8 800 000 000	8 800 000 000	8 800 000 000
Construction du 3e pont								6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
Prise de participation au capital de la BFA								5 950 000 000	5 950 000 000	5 950 000 000
Autres dépenses de fonctionnement	295 599 000 000		295 599 000 000					5 384 000 000	5 384 000 000	5 384 000 000
Investissement FIMR	10 000 000 000		10 000 000 000					5 054 000 000	5 054 000 000	5 054 000 000
Dépenses de sortie de crise								8 911 000 000	96 672 000 000	51 672 000 000

Source: SIGFIP-DGBF

ANNEXE 9: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES à fin Septembre 2009
 (toutes sources confondues)

Nature de dépenses <i>Données en milliards de FCFA</i>	2006	2007	2008	2009		
	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Collectif Budgetaire	Réalisation fin septembre	
					Ordonnancements et avances non Regularisées	Mandats mis en règlement
DEPENSES EDUCATION	382,8	417,6	473,7	512,8	386,8	281,7
Courantes	360,9	392,0	439,8	467,4	348,3	266,5
Administration Centrale	274,3	294,9	332,6	350,7	260,3	227,4
Personnel	265,0	278,1	315,6	338,9	250,4	224,7
Abonnement	4,0	6,2	8,5	7,3	4,9	0,0
Autres Dépenses de l'Administration Centrale	5,4	10,6	8,5	4,4	5,0	2,8
Structures éducatives (hors personnel et abonnement)	86,6	97,1	107,2	116,7	87,5	39,0
Subventions aux écoles privées	29,4	32,4	40,4	43,2	34,8	0,5
Kits Scolaires	2,2	2,1	1,7	2,0	1,6	1,4
Bourses	15,6	15,5	16,2	16,5	15,8	11,9
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23,0	26,8	28,0	26,9	17,0	17,0
Ecoles publiques	16,3	20,3	20,9	28,1	18,2	8,2
Avances non encore régularisées		0,1			0,6	0,0
Investissement	21,8	25,7	33,9	45,3	38,5	15,2
Administration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	21,8	25,5	33,9	45,3	38,5	15,2
<i>dont prêts extérieurs</i>	0,1	0,1	2,7	6,3	14,2	
DEPENSES SANTE	77,1	88,5	98,6	112,8	78,4	62,0
Courantes	66,3	73,5	84,5	88,1	61,9	52,8
Administration Centrale	42,7	47,0	58,8	59,8	44,2	36,9
Personnel	36,6	40,0	49,9	51,4	39,4	35,5
Abonnement	2,9	3,5	4,7	4,5	2,7	0,0
Autres Dépenses de l'Administration Centrale	3,1	3,5	4,2	3,9	2,1	1,4
Structures sanitaires (hors personnel et abonnement)	23,6	26,5	25,7	28,3	16,5	15,9
Niveau primaire et secondaire	4,5	5,4	6,0	7,7	3,8	4,5
Niveau tertiaire	9,0	9,3	8,8	9,5	5,6	5,4
<i>dont Transferts aux EPN</i>				8,6	4,8	0,0
Niveau quaternaire	10,0	11,5	10,3	10,5	6,7	6,1
<i>dont Transferts aux EPN</i>				3,4	2,4	0,0
Bourses	2,9	2,9	3,1	3,1	1,6	0,0
Autres	0,2	0,4	0,6	0,7	0,4	0,0
Avances non encore régularisées		0,2			1,2	0,0
Investissement	10,8	15,0	14,1	24,7	16,6	9,1
Administration	0,7	0,9	0,6	1,3	0,4	0,2
Construction et équipements	10,1	13,9	13,6	23,4	16,1	9,0
<i>dont prêts extérieurs</i>	0,0	0,0	1,4	1,3	6,4	
TOTAL	459,9	506,1	572,3	625,5	465,3	343,7

ANNEXE 10 : EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES (Situation à fin septembre 2009)

(toutes sources de financement confondues y compris avances non encore régularisées)

Montants en unité	2008		2009		
	Réalisation	Collectif	Réalisation fin septembre		
			Exécution Sigfip	Avances non régularisées et autres opérations de Trésorerie	TOTAL EXECUTION
		(A)	(B)	(C)	(E) = (B) + (C)
01 Agriculture et développement rural	26 454 302 655	45 127 660 362	27 571 104 484	5 441 337 930	33 012 442 414
01.0 Administration générale	9 248 585 425	8 540 155 750	5 748 768 297	341 337 930	6 090 106 227
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	3 409 742 629	9 542 828 135	7 847 733 565		7 847 733 565
01.2 Formation et encadrement	8 341 951 419	8 414 071 400	8 251 464 815		8 251 464 815
01.3 Aménagement hydro-agricole	2 176 746 360	3 701 416 058	795 073 788		795 073 788
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	3 277 276 822	14 929 189 019	4 928 064 019	5 100 000 000	10 028 064 019
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	6 058 178 898	6 737 105 296	4 228 731 238	34 650 000	4 263 381 238
02.0 Administration générale / formation et encadrement	3 718 138 737	3 671 154 691	2 714 813 186	34 650 000	2 749 463 186
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 895 258 831	2 456 432 765	1 403 721 814		1 403 721 814
02.2 Pêche et aquaculture	444 781 330	609 517 840	110 196 238		110 196 238
03 Education	496 906 375 647	536 613 129 403	381 378 147 723	25 944 206 130	407 322 353 853
03.0 Administration générale	18 666 470 883	18 457 007 143	15 782 823 458	25 944 206 130	41 727 029 588
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	313 499 606 361	329 312 068 268	226 142 744 463		226 142 744 463
03.2 Alphabétisation	184 985 084	212 364 926	202 751 467		202 751 467
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	67 764 756 236	84 824 135 644	51 549 137 326		51 549 137 326
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	96 790 557 083	103 807 553 422	87 700 691 009		87 700 691 009
04 Santé	98 336 012 650	118 812 124 628	73 681 181 347	4 692 905 496	78 374 086 843
04.00 Administration générale santé	45 561 052 199	52 226 299 443	30 595 244 872	4 560 369 205	35 155 614 077
04.01 Système de santé primaire	23 828 627 730	31 682 326 679	16 171 562 326		16 171 562 326
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	1 200 214 731	1 465 650 000	220 479 120		220 479 120
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	1 106 406 109	1 983 395 195	690 651 823		690 651 823
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	287 779 475	621 934 791	189 091 791		189 091 791
04.05 VIH/SIDA	4 334 740 717	5 316 923 021	8 588 092 516	132 536 291	8 720 628 807
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	22 017 191 689	25 515 595 499	17 226 058 899		17 226 058 899

ANNEXE 10 : EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES (suite et fin) (Situation à fin septembre 2009)

(toutes sources de financement confondues y compris avances non encore régularisées)

Montants en unité	2008	2009			
	Réalisation	Collectif	Réalisation fin septembre		
			Exécution Sigfip	Avances non régularisées et autres opérations de Trésorerie	TOTAL EXECUTION
05 Eau et Assinissement	15 318 944 240	19 492 670 941	12 808 223 001	793 286 788	13 601 509 789
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	4 955 116 050	6 994 750 000	2 476 532 083		2 476 532 083
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	10 363 828 190	12 497 920 941	10 331 690 918	793 286 788	11 124 977 706
06 Energie	9 586 344 724	9 343 854 636	11 587 812 646		11 587 812 646
06.1 Accès à l'électricité	9 586 344 724	9 343 854 636	11 587 812 646		11 587 812 646
07 Routes et ouvrages d'art	20 348 434 373	33 074 751 845	32 946 660 314	8 800 000 000	41 746 660 314
07.1 Entretien pistes rurales	45 418 200	2 916 087 700			
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	1 423 434 101	4 100 903 704	408 166 086		408 166 086
07.3 Autres travaux routiers	18 879 582 072	26 057 760 441	32 538 494 228	8 800 000 000	41 338 494 228
08 Affaires Sociales	9 155 527 018	12 572 819 312	7 067 004 741	1 243 386 292	8 310 391 033
08.0 Administration générale	6 357 839 961	7 766 112 556	5 036 534 832	1 206 111 845	6 242 646 677
08.1 Formations destinées aux femmes	349 710 328	526 755 000	193 883 830		193 883 830
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	581 100 208	1 451 308 247	401 602 918		401 602 918
08.3 Formation au personnel d'appui	1 153 214 902	1 722 980 658	1 133 590 758		1 133 590 758
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	713 661 619	1 105 662 851	301 392 403	37 274 447	338 666 850
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	30 065 773 210	32 335 643 520	21 495 013 945		21 495 013 945
09.1 Décentralisation	30 065 773 210	32 335 643 520	21 495 013 945		21 495 013 945
10 Reconstructions et réhabilitations	10 403 867 663	5 179 296 943	717 491 884		717 491 884
10.1 Reconstruction et réhabilitation	10 403 867 663	5 179 296 943	717 491 884		717 491 884
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 138 969 179	19 510 338 576	8 201 782 861	59 250 401	8 261 033 262
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 791 637 488	18 429 452 392	7 466 801 842		7 466 801 842
11.2 Appui et suivi DSRP	133 713 938	123 900 000	99 387 798		99 387 798
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 213 617 753	956 986 184	635 593 221	59 250 401	694 843 622
TOTAL	726 772 730 257	838 799 395 462	581 683 154 184	47 009 023 037	628 692 177 221

Source: SIGFIP-DGBF